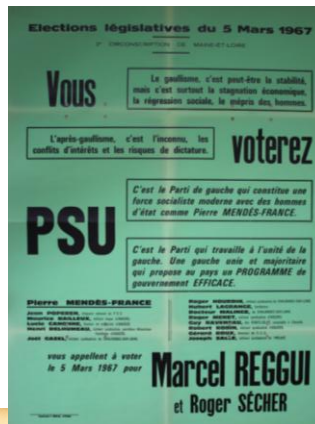


# Voyage à travers les archives de Mai 68

PCF, SFIO, PSU et « groupuscules gauchistes »  
Images et documents commentés (1958-1974)

Frédéric Dabouis



# AVERTISSEMENT

Cette exposition numérique a été réalisée à partir d'archives personnelles, recueillies à Paris dans les années 60 et 70, au fil des manifestations et autres activités militantes. Elle ne saurait donc prétendre à l'exhaustivité.

Ainsi, certains courants politiques sont ici nettement surreprésentés, alors que le courant anarchiste, par exemple, est quasi-inexistant.

De fait, avant et dans l'immédiat après mai 68, le Parti communiste français, fort de ses centaines de milliers de militants et sympathisants, mais aussi de ses liens avec la puissante Union Soviétique, était alors en position dominante dans la gauche (22,46 % des suffrages exprimés au premier tour des élections législatives de 1967), ce qui explique qu'il soit central dans les débats de la gauche, qu'elle soit radicale ou non.

Quant au mouvement maoïste, lié politiquement et/ou matériellement à une Chine dite communiste qui s'opposait violemment à l'URSS, il profitait à fond du souffle prétendument anti-bureaucratique de la "Grande Révolution Culturelle Prolétarienne" (1966-1976). Il influençait alors de nombreux intellectuels, avant que certains d'entre eux ne finissent par rejeter totalement ce qui ressemblait fort à une croyance et un comportement religieux... passant parfois à l'autre bout du champ politique.

De leur côté, les groupes "trotskystes" qui furent à l'origine de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire (dissoute en 2009 pour contribuer à former le Nouveau Parti Anticapitaliste) étaient alors dix fois plus petits que les organisations maoïstes, lesquelles tenaient le haut du pavé, en particulier au Quartier Latin.

Quant aux groupes anarchistes, s'ils ont pu disposer d'un leader de masse tel que Daniel Cohn-Bendit, en-dehors de la Faculté de Nanterre ils étaient beaucoup plus discrets que lui... Leur absence ici ne signifie pas, bien sûr, qu'ils n'ont eu aucune activité avant, pendant ou après la grève générale. Ils étaient simplement moins « visibles ».

Mai 68 ne se limita pas à la révolte de la jeunesse estudiantine et à une grève générale. Ce fut aussi un grand moment de libération de la parole populaire et d'espoir dans une société débarrassée de toute forme d'exploitation et d'oppression.

## **ZOOM ARRIERE : BIEN AVANT MAI**

**La guerre d'Algérie (1954-1962)** est à l'origine directe du coup de force militaire du 13 mai 1958 et du retour au pouvoir du général de Gaulle, qui met en place très vite un régime autoritaire, un « Etat fort » s'appuyant sur la Constitution de la V<sup>e</sup> République.

Le **Parti communiste** crie alors à la menace fasciste et réclame un "front républicain" avec les socialistes S.F.I.O., les radicaux et même le M.R.P. (Mouvement Républicain Populaire, formation créée à la Libération pour rassembler la droite démocrate-chrétienne). Par la suite, le PCF dénoncera simplement le régime gaulliste comme étant au service du grand capital monopoliste.

*Après le message du Président de la République*

**NON A DE GAULLE !**

**NON AU FASCISME !**

**GOUVERNEMENT DE DÉFENSE  
RÉPUBLICAINE !**

Dans le message qu'il a adressé au Parlement quelques instants avant l'édition de ce tract, le président de la République somme les élus de la Nation d'accepter le factieux de Gaulle comme chef du gouvernement.

Cet acte très grave a suscité les vives protestations de la majorité républicaine de l'Assemblée. Debout d'un seul élan, les députés communistes et socialistes, avec de nombreux élus radicaux et M.R.P., ont entonné « La Marseillaise » et « Le Chant du Départ », et longuement scandé le mot d'ordre de l'heure : « Le fascisme ne passera pas ! »

Aussilôt après, le Comité Central du Parti Communiste Français a décidé de lancer à tous les travailleurs, à tous les républicains, aux Français et aux Françaises, l'appel qu'on lira ci-dessous, cependant que le groupe parlementaire communiste adoptait le communiqué que nous publions au verso.

#### TRAVAILLEURS ET REPUBLICAINS, FRANCAIS ET FRANÇAISES

L'Assemblée nationale vient d'être mise en demeure par le président de la République d'avoir à désigner le général de Gaulle comme chef du gouvernement. Cette sommation intolérable intervient au moment où la majorité républicaine a manifesté par des votes massifs et répétés son refus de précipiter le pays dans les aventures et la guerre civile et où, à travers toute la France,

s'affirme avec une puissance imposante la volonté de défense républicaine.

Au même instant, à Alger, le général factieux Massu, au nom des rebelles que de Gaulle n'a cessé de couvrir et d'encourager, se déclare prêt à porter celui-ci au pouvoir par la force armée sur une décision de sa part.

Ni le Parlement ni le pays n'acceptent ce double éfi.

Le pays veut que soient respectées la loi et la Constitution et que soit formé sans délai un gouvernement appuyant sur la majorité républicaine de l'Assemblée.

Le Comité Central du Parti Communiste Français appelle solennellement tous les travailleurs, tous les démocrates, tous les patriotes à se tenir en permanence en état d'alerte, à riposter énergiquement à toute tentative fasciste, à multiplier les Comités de défense républicaine, à manifester sous toutes les formes leur résolution d'épargner à la France les hontes et les maheurs d'une dictature militaire et fasciste.

Le Comité Central lance un pressant appel à la jeu-

nesse, aux jeunes travailleurs ouvriers et paysans, ainsi qu'aux étudiants, il s'adresse aux soldats, aviateurs et marins pour qu'ils accomplissent fidèlement leur devoir civique et qu'ils agissent partout aux côtés du peuple contre les hommes de la guerre et du fascisme, pour la défense de la République.

Par son unité, par sa détermination, le peuple de France brisera le complot des généraux factieux et des hommes de la guerre civile.

Vive la République !

Vive la France !

LE COMITE CENTRAL  
DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS.  
Le 29 mai 1958.

## LA DÉCLARATION DU GROUPE COMMUNISTE

Alors qu'avant-hier, les partisans du général de Gaulle se groupaient que 165 voix à l'Assemblée contre 408, le président de la République, dans un message qui constitue une véritable sommation à la représentation nationale, prétend imposer au Parlement le général de Gaulle comme chef du gouvernement.

Cette mise en demeure se produit au moment où, à Alger, le général Massu et les hommes de la rébellion et de la guerre civile proposent de porter au pouvoir, par un coup de force militaire, le général de Gaulle sur une simple décision de celui-ci, ce qui plongerait inévitablement le pays dans la guerre civile.

Il n'y a pas d'autres moyens, pour écarter la guerre

civile, que d'imposer le respect de la loi et de la Constitution.

Le groupe communiste condamne toute tentative d'amoener au pouvoir, sous quelque forme que ce soit, le général de Gaulle.

Ce qu'il faut au pays, c'est un gouvernement de défense républicaine créé selon les principes de la Constitution et s'appuyant sur la majorité républicaine de l'Assemblée et le pays républicain.

Le groupe parlementaire  
du Parti Communiste Français.

## LE GÉNÉRAL REBELLE CHASSIN SERAIT A PARIS

Selon certaines informations, le général rebelle Chassin, en fuite, serait hébergé chez un nommé Seryex, domicilié à Saint-Mandé où à Vincennes, et dont les bureaux sont rue Beaujon, à Paris.

Chassin attendrait un ordre de De Gaulle pour tenter de passer à l'action. Cette action comporterait un débarquement de troupes à Villacoublay et les militaires factieux auraient pris des mesures pour garder la maîtrise du terrain.

- A DENAIN (NORD), 10.000 TRAVAILLEURS MANIFESTENT DES CET APRES-MIDI.
- 30.000 ANTIFASCISTES DANS LES RUES DE LYON, A 16 h. 30.
- LES DOCKERS DE LA PALLICE DEBRAYENT AINSI QUE LES METALLOS DE LA S.C.A.N. ET DES A.C.R.
- 5.000 MANIFESTANTS A LORIENT

Tous les jours LISEZ **l'Humanité**  
ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

S.G.P. — Imprimerie Poissonnière  
5, rue du Fg-Poissonnière - Paris (9<sup>e</sup>).

Plus lucides à l'époque dans leurs analyses, les trotskystes **du Parti Communiste Internationaliste** (IV<sup>o</sup> Internationale), qui publient **La Vérité des Travailleurs**, estiment avec Pierre Frank que de Gaulle veut établir un État fort, un régime de type bonapartiste - et non fasciste, ce qui implique que ce nouveau pouvoir n'envisage donc pas la destruction du mouvement ouvrier organisé, politique ou syndical. En revanche, les partis dits "républicains" auxquels s'adresse alors le PCF sont ceux-là même qui ont fait le lit du nouveau "Bonaparte". Effectivement, en mai 1958 c'est le socialiste SFIO Guy Mollet qui était allé chercher de Gaulle dans sa retraite à Colombey-les-Deux-Églises...

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

PERMANENCE:  
64, Rue de Richelieu, Paris-2<sup>e</sup>  
Tél.: RIC 03-52  
Semaine: de 17 heures à 19 heures  
Le samedi: tout l'après-midi  
C.C.P. « La Vérité des Travailleurs »  
6965-68 Paris

# LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4<sup>e</sup> INTERNATIONALE

SUPPLEMENT DE JUIN 1958 BI-MENSUEL: 40 fr.

DECLARATIONS DU SECRETARIAT INTERNATIONAL DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

## Sur l'arrivée de de Gaulle au pouvoir

Le règne de la IV<sup>e</sup> République française a pris fin. Il a sombré dans un décor extraordinaire de confusion, de décomposition, de lâcheté, fait de la capitulation sans précédent des forces démocratiques parlementaires du centre et de la gauche, y compris d'une bonne partie des socialistes, de l'impuissance criante du Parti Communiste à mobiliser les masses, passant de l'appui scandaleux et criminel au gouvernement Pflimlin, qui a ouvert à froid la voie à de Gaulle, à des agissements « gauchistes » spasmodiques de dernière heure. Tandis que retentissaient des cris de triomphe, pour une victoire après tout inespérée, de la racaille réactionnaire — jeunesse dorée parisienne, hordes fascistes, paras, gendarmes, militaires, colons — manifestant des Champs-Élysées au Forum d'Alger, les immenses masses populaires étaient désorientées, trahies, prises de vitesse par les événements et la démission de leurs « élites ».

Le scénario, monté dans les coulisses depuis l'éclatement du « coup d'Alger » pour porter de Gaulle au pouvoir, s'est déroulé en réalité sans entrave. Pflimlin a utilisé les pleins pouvoirs et l'état d'urgence, que socialistes et communistes lui ont accordés, pour ligoter la classe ouvrière et préparer à froid, dans la « légalité » et avec le moins de frais possibles, la passation des pouvoirs à de Gaulle. Dans cette tâche il a été activement secondé non seulement par les appareils politiques de la bourgeoisie, y compris le Président fantoche de la République, non seulement par la bureaucratie administrative de l'État bourgeois, mais également par les dirigeants traitres du Parti Socialiste à la Guy Mollet et l'attitude plus subtile mais non moins traîtresse du Parti Communiste.

Passant outre à la majorité constitutionnelle que le vote du Parti Communiste lui assura largement, Pflimlin a imposé sa chute au moment voulu, afin de provoquer la « crise » dans laquelle l'appel à de Gaulle, « l'homme providentiel », devenait quasi inévitable.

Le Président de la République, secondé, à très rares exceptions près, par l'état-major des dirigeants politiques de la droite, du centre et de la gauche, s'est chargé de parachever le reste.

**Ainsi, tout l'appui scandaleux donné dès le début de la crise par le Parti Communiste au « gouvernement de la République », à « son armée », à « sa police », à « son administration », n'a joué au fond que pour ouvrir à froid, par les voies parlementaires, le chemin du pouvoir bonapartiste, dictatorial, de de Gaulle!**

La solution de Gaulle exprime clairement l'impossibilité dans laquelle se trouve la très grande majorité de la bourgeoisie française de gouverner par les moyens parlementaires classiques. La démocratie, la République ne sont pas des institutions de prin-

cipe pour la bourgeoisie mais de simples moyens, valables seulement dans certaines circonstances. Que ces circonstances changent, que la nécessité d'un pouvoir exécutif fort exercé sans entraves se fasse sentir, et on voit immédiatement la machine de l'État bourgeois s'élever au-dessus du parlement impuissant, pour se confier entre les mains « fortes » d'un Bonaparte quelconque à base militaire ou carrément fasciste.

C'est par un tel processus que la République de Weimar s'est laissée étrangler par Hitler, que la République autrichienne a sombré dans le régime sanglant de Dollfus, que l'Espagne républicaine fut écrasée par Franco, que la France du Front Populaire a débouché sur le régime de réaction et de guerre de Daladier.

**Le naufrage actuel de la IV<sup>e</sup> République française est la conséquence de la crise du régime de la démocratie bourgeoise, à laquelle le prolétariat n'a pas su donner une issue révolutionnaire.** Il exprime l'impasse militaire, économique, politique, internationale, dans laquelle le régime capitaliste s'est engagé en France, à la suite des désastres que ce dernier a connus pendant la guerre et lors des guerres coloniales qu'il n'a cessé de mener depuis lors.

La cause la plus directe de la chute de la République en France se trouve dans la force de la Révolution algérienne qui mène l'Algérie à son indépendance et qui sonne le glas de tout ce qui reste de l'empire colonial français.

De Gaulle est l'ultime espoir de la bourgeoisie française pour que la liquidation de l'empire se fasse dans des conditions préservant au moins quelques-uns des intérêts économiques vitaux de cette bourgeoisie, tout en maintenant et en consolidant son régime dans la métropole.

Il n'est même pas exclu que le bilan définitif de l'expérience de Gaulle ne soit pas tellement une politique coloniale plus « dure » que celle par exemple du « socialiste » Lacoste, mais une **dictature ferme en France, capable d'imposer les concessions inévitables à la révolution coloniale, et de les compenser en quelque sorte par une exploitation accrue des masses métropolitaines.**

### QUI A « TRAHI » LA REPUBLIQUE?

La bourgeoisie, en enterrant de ses propres mains la République moribonde, n'a pas exactement « trahi »: elle n'a pas trahi ses intérêts de classe.

Pressée par ses éléments les plus dynamiques qui ont brutalement bousculé les accessoires d'un décor démocratique désormais périmé, elle a fait entrer en scène le pouvoir bonapartiste « fort » — appuyé sur la véritable force qu'exige à l'heure actuelle la sauvegarde de ses intérêts: l'armée.

En tous les cas, la guerre d'Algérie se prolonge encore pendant près de quatre longues années. Mais si le massacre de plusieurs centaines d'Algériens par la police française, le 17 octobre 1961, passe pratiquement inaperçu dans la presse de gauche, l'assassinat par la même police, placée sous l'autorité du tristement célèbre Maurice Papon, de huit militants communistes, le 8 février 1962, au métro **Charonne** provoque une vague d'indignation : un million de personnes participent aux obsèques des victimes.



La "une" du journal de la Jeunesse communiste au lendemain des obsèques des militants communistes assassinés

Finalement, le cessez-le-feu est signé à Évian le 18 mars 1962. La guerre prend fin, mais elle aura renforcé le racisme anti-arabe en France et créé un terreau favorable à l'extrême-droite, qui recrutera désormais une partie de ses cadres chez les anciens de l'O.A.S. et parmi les "rapatriés".

A gauche, cependant, une **nouvelle génération de militants** se forme aussi dans la lutte anticolonialiste. On la retrouvera entre autres dans le P.S.U. (fondé en 1960), mais aussi à la JCR.

## Les Staliniens - Le « culte de la personnalité » des chefs

De 1945 à sa mort en 1953, **Staline** est au faîte de sa puissance.

L'Union Soviétique a gagné la guerre à l'Est, étendant sa zone d'influence et son glacis en Europe centrale. Pourtant, dans le cadre de ce qu'on appelle le "partage de Yalta", il était hors de question de laisser se développer en Europe des mouvements révolutionnaires. C'est ainsi que les partisans grecs, qui avaient libéré leur pays de l'occupation allemande, subirent dès 1945 le retour de la monarchie à la suite d'une intervention anglaise.

Le pouvoir bureaucratique et totalitaire installé progressivement en U.R.S.S. dans les années 20 semble solidement établi autour de la dictature du "géant de la pensée et de l'action", Joseph Staline, dont le culte culmine avec la célébration de son 70<sup>e</sup> anniversaire, en 1949.

C'est l'époque où les dirigeants communistes français sont fiers de se présenter eux-mêmes comme "les meilleurs staliniens". En fait, pour eux, cette épithète est un compliment : à l'époque, dans le mouvement communiste officiel, l'injure suprême, c'est "hitléro-trotskyte"...



Après la mort de Staline en 1953, le culte de la personnalité des dirigeants, manifestation parmi d'autres du caractère réactionnaire du régime, est un peu mis en sourdine par Nikita Khrouchtchev, avant d'être réactivé sous Léonid Brejnev.

En France, **Maurice Thorez** en bénéficie jusqu'à sa mort en 1964, mais c'est en Chine qu'il s'épanouit avec Mao Zedong (**Mao Tsé-toung**), qualifié en 1966 de "grand maître, grand dirigeant, grand commandant en chef, grand timonier" !

On est bien loin du "Ni Dieu, ni César, ni tribun..." de l'Internationale !



Grand maître,  
grand dirigeant,  
grand commandant  
en chef,  
grand timonier,  
président Mao vous êtes  
le soleil rouge  
de notre cœur.

Encart/poster de la revue *La Chine* (1966) - la légende vaut la peine d'aller chercher la loupe !



## Le Parti Communiste Français, un parti ouvrier « patriote »

En 1967, avec plus de 22 % des voix aux élections législatives, le Parti communiste est la principale force à gauche : le Parti socialiste SFIO de Guy Mollet s'est en effet déconsidéré en continuant la guerre d'Algérie après la victoire de la gauche aux législatives de 1956 et en soutenant de Gaulle de 1958 à 1962. François Mitterrand, de son côté, ancien partisan de l'Algérie française, ne dirigeait qu'un groupuscule, la Convention des Institutions Républicaines, et ne dut qu'à la bonne volonté du PCF d'être candidat unique de la gauche à l'élection présidentielle de décembre 1965 et de mettre de Gaulle en ballottage.

Depuis 1935 et le pacte Laval-Staline, le PCF se présente désormais le plus souvent comme un parti "patriote" : plus question de dénoncer l'armée et la police au service de la bourgeoisie et de mener une propagande antimilitariste. Ainsi, pour la campagne des **Législatives de 1967**, il sort cette **affiche tricolore**, rééditée en juin 1968 :



Dans les années 70, cette ligne aboutira au slogan chauvin : **"Produisons français"** et sera imposée par le PCF à la CGT. Cette thématique cocardière, qui rejoint celle de la droite, n'a pu que faciliter le glissement d'une petite partie de l'électorat du PCF vers le Front National dans les années 80.

Dans le même temps, le PCF, s'il a commencé à prendre quelque distance avec l'URSS et le "culte de la personnalité", ne tolère aucune concurrence à sa gauche : en 1967, les premières réunions publiques du MCF (Mouvement Communiste Français,



6/12/67

### ● Le meeting pro-chinois de la Mutualité n'a pas pu avoir lieu

Le meeting que des éléments pro-chinois avaient projeté d'organiser, hier soir, à la Mutualité n'a pas pu avoir lieu. Plus d'un millier de Parisiens ayant pris place dans la salle au début de la réunion, aucun des orateurs pro-chinois n'a pu prendre la parole.

Leurs rares partisans ont été chassés sans ménagement de la Mutualité et la réunion s'est transformée en un puissant meeting de solidarité avec le peuple vietnamien.

A 21 h 30, les participants ont quitté la Mutualité, cependant qu'à l'extérieur les pro-Chinois avaient trouvé refuge derrière les cordons de police.

## Vives bagarres à l'occasion de deux manifestations en faveur de la paix au Vietnam

7-8/12/67

Le meeting que le Mouvement communiste français (groupe marxiste-léniniste, de tendance pro-chinoise, dont le principal animateur est M. Gilbert Mury) avait décidé d'organiser vendredi soir à la salle de la Mutualité en faveur de la paix au Vietnam n'a pas pu se dérouler. En effet, plusieurs centaines de membres du parti communiste français avaient occupé la salle avant l'heure prévue et empêché les « pro-chinois » d'y pénétrer.

Durant près d'une heure les deux groupes de manifestants lançaient des slogans tels que : « Johnson assassin ! » ; « Les permanents à l'usine ! » et « F.N.L. vaincra ! » et criaient (du côté pro-chinois) : « Mitterrand, à New-York ! ». Quelques coups de poing furent échangés, tandis que la salle se jonchait de brochures déchirées et de débris de chaises. Les deux groupes antagonistes se dispersèrent enfin sans que les importantes forces de police massées autour de la Mutualité aient eu à intervenir.

Le Mouvement communiste français a publié ce samedi un communiqué dans lequel il s'élève « vigoureusement contre la sauvage agression perpétrée par les hommes de main du parti communiste français contre le meeting de solidarité avec le peuple vietnamien. Ces nervis du P.C.F., écrit-il, n'étaient en aucun cas des militants de base. Ils étaient tous des hommes de l'appareil aux ordres inconditionnels des dirigeants embourgeoisés du parti ».

Le Mouvement annonce qu'un nouveau meeting sera organisé « sous la protection de la masse des travailleurs qui réprouvent les méthodes fascistes ».

De son côté, l'Humanité rend compte de l'affaire en ces termes : « Plus d'un millier de Parisiens ayant pris place dans la salle au début de la réunion, aucun des orateurs pro-chinois n'a pu prendre la parole. »

Leurs rares partisans ont été chassés sans ménagement de la Mutualité et la réunion s'est transformée en un puissant meeting de solidarité avec le peuple vietnamien.

A 21 h. 30, les participants ont quitté la Mutualité, cependant qu'à l'extérieur les pro-chinois avaient trouvé refuge derrière les cordons de police.

Toutefois, dans la nuit, le mouvement nationaliste Occident a publié un communiqué pour revendiquer la responsabilité d'avoir empêché la réunion du mouvement pro-chinois.

Ce mouvement se déclarait aussi responsable de la perturbation apportée dans une autre réunion ; celle qui était organisée, également vendredi soir, en faveur de la paix au Vietnam, rue du Renard (IV<sup>e</sup> arrondissement) par le Mouvement de la paix du quartier Saint-Merri. Une dizaine de jeunes gens, brisant les vitres à coups de boules et lançant une grenade fumigène, provoquèrent une échauffourée au cours de laquelle trois personnes furent blessées.

maoïste, qui se transformera en PCMLF en 1968) sont systématiquement empêchées par le service d'ordre du PCF, et "l'Humanité" s'en félicite ouvertement.

Avant comme après 68, le PCF n'hésite pas à utiliser la violence contre ceux qu'il appelle les "gauchistes". En réalité, sous ce qualificatif faussement léniniste, il voulait stigmatiser les « révolutionnaires ».

Pourtant, malgré cette répression qui s'ajoutait à celles du patronat et de l'Etat, en 1966-1968, le PCF n'a pas réussi à bloquer l'émergence des multiples groupes auxquels avaient adhéré ceux des militants communistes qui avaient refusé de faire la campagne électorale de Mitterrand en novembre-décembre 1965, qu'ils soient devenus « maoïstes », ou « trotskystes ».

## La malfaisante besogne des pro-Chinois en France

LES groupuscules pro-chinois en France ne représentent qu'une poignée de renégats et aventuriers de toutes sortes. Parmi eux on trouve encore quelques fils de « révolution » avides de « révolution » avant d'aller demain gérer les affaires de papa.

Leurs activités de propagande sont financées par le groupe de Mao Tsé-toung et aussi sans doute par d'autres milieux, toujours prêts à soutenir tout groupuscule destiné à combattre le parti de la classe ouvrière. Dans le même esprit certains journaux, certaines radios accordent de l'importance à ces groupuscules qui n'exercent aucune influence sur la vie politique française. C'est pourquoi il convient de démasquer leur malfaisante besogne.

Dans la période actuelle, les groupuscules pro-chinois se sont fixés comme tâche de combattre les propositions du gouvernement de la République Démocratique du Vietnam et du Front de Libération du Sud-Vietnam pour mettre un terme à l'agression américaine au Vietnam.

Les positions du gouverne-

ment du Nord-Vietnam et du Front de Libération du Sud-Vietnam sont claires et sans équivoque. La cessation inconditionnelle et définitive des bombardements et de toutes les actions militaires agressives dirigées contre la République Démocratique du Vietnam rendrait possible l'ouverture de pourparlers. Et sur la base des propositions en quatre points formulées par le gouvernement de la République Démocratique du Vietnam et celles en cinq points formulées par le Front de Libération du Sud-Vietnam, une solution équitable pourrait être trouvée à la question vietnamienne. Ces propositions reçoivent en permanence et sans aucune réserve le soutien du Parti Communiste Français. Par contre, les éléments pro-chinois en France combattent les propositions du gouvernement de la République Démocratique du Vietnam et du Front de Libération du Sud-Vietnam qu'ils qualifient de « munichois ». Pour eux, la seule solution c'est « faire la guerre à la guerre, opposer partout la guerre et la mobilisation des peuples à la guerre

d'agression impérialiste qu'elle soit froide, chaude, larvée ou enclenchée ».

Rejetant les solutions qui permettraient de mettre fin à l'agression américaine et au peuple vietnamien de vivre en paix dans la liberté et l'indépendance, les pro-Chinois en France n'ont qu'un seul souci : voir se poursuivre et s'étendre la guerre du Vietnam. C'est là une attitude d'autant plus criminelle que l'héroïque peuple vietnamien soutenu par toutes les forces progressistes du monde, ne résiste à l'agresseur qu'au prix de lourds sacrifices. Mais cela importe peu à une poignée de renégats, d'aventuriers et fils de grands bourgeois qui s'efforcent de faire du bruit très loin de leur lieu où les Américains intensifient leur agression sauvage.

Dans ces conditions il faut arracher à ces gens-là le masque dont ils se parent en se présentant comme « solidaires » du peuple vietnamien. Dans aucune manifestation quelle qu'elle soit, les véritables amis du peuple vietnamien ne toléreront la présence de ces aventuriers

Devinette : quels sont parmi ces trois articles ceux qui ont été publiés dans L'Humanité et celui paru dans le journal Le Monde ???

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
ÉLECTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE • 5 DÉCEMBRE 1965

## FRANÇOIS MITTERRAND

Candidat unique de la gauche

Français, Français,

Toutes les formations politiques de la gauche et de centre gauche, un grand nombre d'organisations syndicales et de groupements professionnels, enfin des millions de Français et de Françaises s'appellent de tout coeur sur toi, François Mitterrand, et te souhaitent de réussir dans ta tâche de chef de l'Etat. Ce qui explique pourquoi, n'étant pas maître de leur destinée, ils ont spontanément voulu donner leur confiance à la plus saine et la plus démocratique des formations politiques de la gauche.

Un contrat loyal sur des options fondamentales

Seul un contrat simple et loyal entre le peuple et les élus donne une vie et une force aux institutions républicaines. Or, l'activité politique de notre pays a été en fait contrôlée par le pouvoir personnel ou comme depuis sept ans le général de Gaulle, le gouvernement Debré et Pompidou n'ont été que les exécutants d'un seul homme, chef de l'Etat. Ce qui explique pourquoi, n'étant pas maître de leur destinée, ils ont spontanément voulu donner leur confiance à la plus saine et la plus démocratique des formations politiques de la gauche.

Cher pour mettre un terme à cette situation, que notre pays ait seul à connaître par lui-même les grandes décisions, que le peuple français ait une voix et une responsabilité dans la présidence de la République.

Depuis que la gauche démocratique propose une politique nouvelle qui soit en accord avec la République et le peuple français qui lui ont rendu la République au peuple corse qui lui a rendu la République au peuple corse.

La liberté démocratique et la stabilité gouvernementale sont des biens trop précieux pour que la République puisse se passer de l'un et de l'autre. Le rôle du président de la République est de garantir la stabilité de la République. C'est pourquoi les articles de l'article 5 de la Constitution qui garantissent l'indivisibilité de la République et la stabilité de son gouvernement sont si importants. Ils sont la base même de la République et de son destin. Ils sont la base même de la République et de son destin. Ils sont la base même de la République et de son destin.

Le peuple français a le droit de choisir son chef de l'Etat. Et, le dimanche prochain l'Assemblée nationale doit voter la loi qui établit le statut de la présidence de la République. C'est pourquoi les formations démocratiques et libérales de gauche et de droite ont décidé de faire campagne pour François Mitterrand. Mais le fait est plus haut : en aucun cas le contrat de gouvernement ne pourra être rompu sans entraver l'ombrelle du peuple et donc de nouvelles élections.



Profession de foi de Mitterrand (décembre 1965)

# Les "Maoïstes", entre stalinisme et populisme

A la veille de mai 68, les maoïstes ou comme ils se dénomment eux-mêmes, "Marxistes-Léninistes" (à l'époque, dans les rangs du PCF, on disait plutôt les "pro-Chinois") sont divisés en deux grands courants :

- le **PCMLF** (Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France, ex-MCF), composé d'anciens cadres du PCF, est le représentant officiel du Parti Communiste Chinois en France. Il a ses entrées à l'ambassade de Chine. C'est le courant le plus stalinien, comme l'illustre leur logo : de gauche à droite Marx-Engels-Lénine-Staline-Mao, du plus barbu au plus glabre. Par rapport à la Chine, il reproduira - en plus petit et sur une période plus courte - tous les errements du PCF par rapport à l'URSS, comme l'adaptation brutale à tous les "tournants" du "parti frère". Leur organe : "**l'Humanité nouvelle**" (devenue après 68 "l'Humanité rouge"), qui reprend la typographie traditionnelle de l'Humanité, l'organe central du PCF depuis le Congrès de Tours de décembre 1920.



L'Humanité nouvelle - 16 mai 1968



Programme du PCMLF (4 pages) - mai-juin 1968

- l'**UJCML** (Union des Jeunes Communistes Marxistes-Léninistes), 2000 militants, composée surtout d'étudiants influencés par les idées du philosophe Louis Althusser - qui restera au PCF - est un courant plus populiste. Vis-à-vis de la CGT dirigée par le PCF, la ligne de l'UJCML est un curieux mélange de démagogie ("Vive la CGT") et de dénonciation sans nuance ("Feu sur les maffias

syndicales”). Ils publient d’abord **“Servir le Peuple”**, puis, simultanément, **“la Cause du Peuple”**, dirigé par Roland Castro. Après 68, l’ex-UJCMML éclatera en plusieurs mouvements, dont le groupe semi-terroriste **“Gauche Prolétarienne”** (la **“GP”**) d’Alain Geismar, devenu par la suite membre du PS et haut-fonctionnaire à l’Éducation Nationale...



Servir le peuple (UJCMML) - 1<sup>er</sup> mai 1968



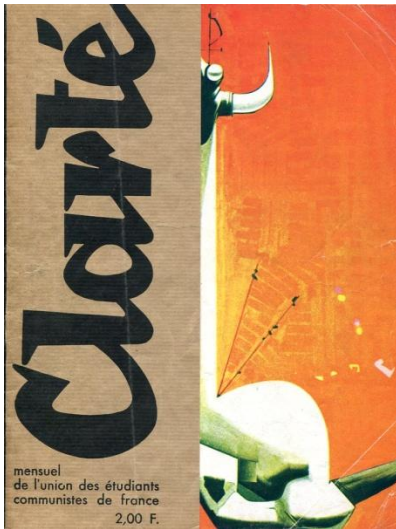
La cause du peuple - n° 1 - 1<sup>er</sup> mai 1968

## Les “Trotskystes”, une galaxie hétérogène

Le mouvement dit « trotskyste » est apparu en France pour la première fois de façon organisée en 1929, avec une première **“Ligue Communiste”**. En juin 36, devenu **Parti Ouvrier Internationaliste**, il est jugé suffisamment dangereux par le pouvoir pour que son journal, **“la Lutte Ouvrière”** soit saisi en pleine grève générale sur ordre du gouvernement Blum. Les militants trotskystes se regroupent ensuite dans la **IV<sup>e</sup> Internationale**, fondée en 1938. Après la deuxième guerre mondiale, en pleine apogée du stalinisme, le mouvement éclate en plusieurs branches rivales, qui ne totalisent au milieu des années 60 que quelques dizaines de militants sur toute la France :

- le **Parti Communiste Internationaliste** (PCI), dont Pierre Frank (1905-1984), un des fondateurs de 1929, était l’une des principales figures avec Michel Lequenne. Malgré sa faiblesse numérique, il réussit à influencer au début des années 60 une partie des étudiants communistes, notamment Alain Krivine et le **secteur Lettres de l’UEC** (Union des Étudiants Communistes, liée au PCF).

- la **Jeunesse Communiste Révolutionnaire** (JCR), constituée précisément début 1966 par des militant-e-s exclu-e-s de l'UEC pour avoir refusé de soutenir la candidature de Mitterrand à la présidence de la République. Son journal : « **Avant-Garde Jeunesse** », qui évoque le nom de l'ancien organe de la Jeunesse communiste, « l'Avant-Garde », qui avait été remplacé en 1963 par le mensuel « Nous les Garçons et les Filles » (NGF pour les intimes). NGF était calqué sur le magazine « Salut les Copains », qui était le vecteur de la culture « yéyé » en vogue à l'époque. Malgré le succès commercial de NGF, il était curieux de voir le PCF essayer de surfer sur la vague yéyé alors qu'une partie de la jeunesse était en train de se politiser. Ainsi, en 1965-1966, le cercle des Jeunesses communistes du lycée Voltaire (Paris-XI<sup>e</sup>) avait atteint un effectif de près de 70 adhérents (il est vrai sur 3000 élèves de la 6<sup>e</sup> à la Terminale, mais c'était quand même beaucoup pour un seul lycée !), à égalité avec celui du lycée Paul-Valéry (Paris-XII<sup>e</sup>), l'autre plus gros cercle parisien. En 1964-1965, de nombreux militants des JC préféraient diffuser « Clarté », le mensuel de l'UEC (dont la direction du PCF n'avait pas encore repris le contrôle) plutôt que l'insipide NGF.



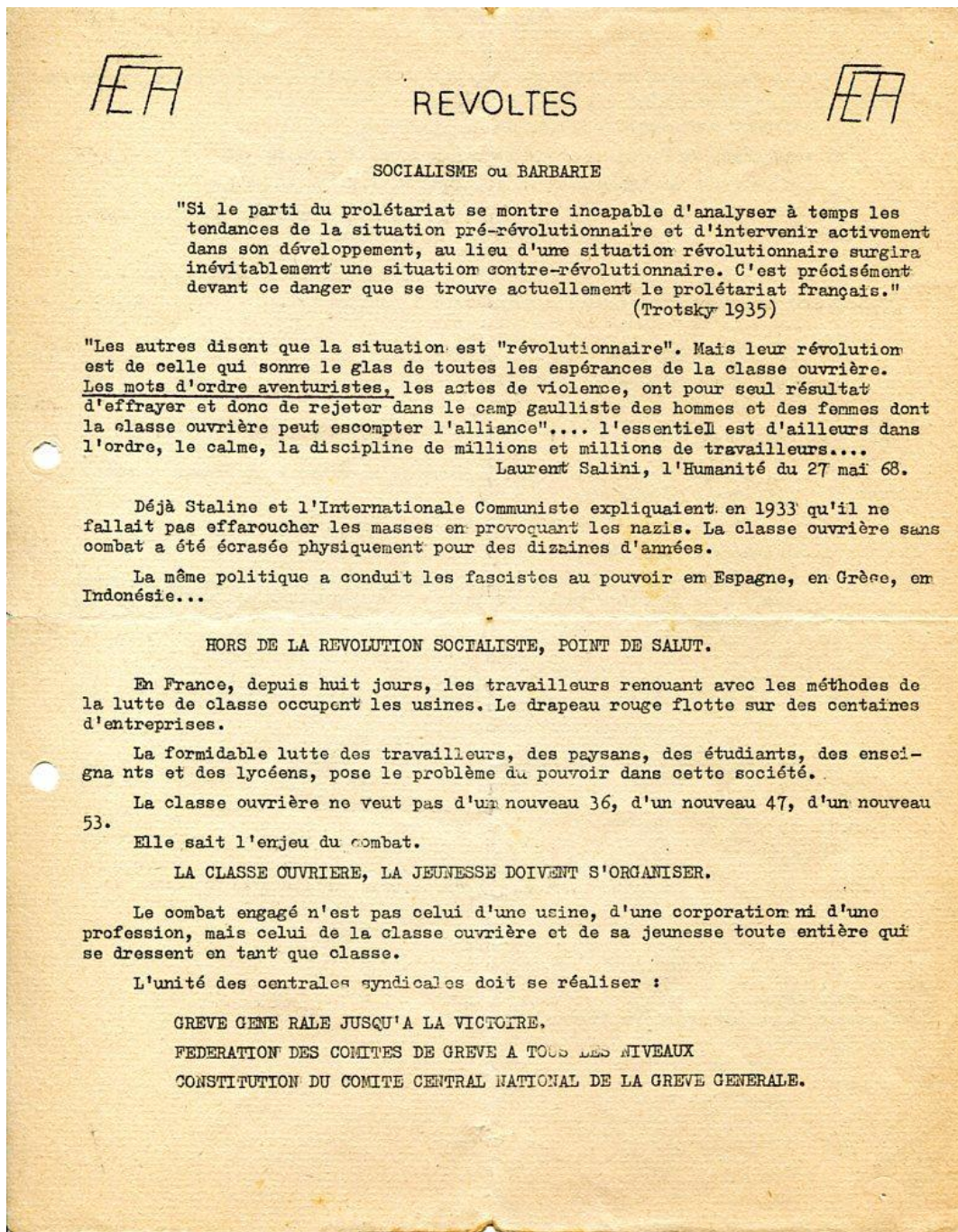
Clarté n° 60 - février-mars 1965



NGF, mensuel de la Jeunesse communiste

Parmi les principaux fondateurs et animateurs de la JCR en 68, quelques grandes figures : Janette Habel (née en 1938), Alain Krivine (né en 1941), Henri Weber (né en 1944), Catherine Samary (née en 1945), Gérard Filoche (né en 1945, il milite alors à Rouen), Daniel Bensaïd (1946-2010). Après la dissolution du 12 juin 68, la plupart des militants de la JCR rejoindront l'année suivante les anciens du PCI, lui aussi dissous, pour former la Ligue Communiste, section française de la IV<sup>e</sup> Internationale.

- la **Fédération des Étudiants Révolutionnaires (FER)** est en mai 1968 la branche étudiante de l'**Organisation Communiste Internationaliste (OCI)**, ancêtre de l'actuel Parti des Travailleurs (ex-MPPT), et dirigée par Pierre Bousel dit Lambert (1920-2008). L'OCI est le « frère ennemi » du PCI dont elle a été exclue en 1952. Contrairement au PCI, ses militants ont refusé alors de faire un travail « entristé » au sein du PCF pour y gagner une audience ouvrière. Au début de la « Guerre froide », en 1948, lors de la scission de la CGT, nombre de ses militants avaient rejoint la minorité Force Ouvrière. Depuis la Libération, la CGT était en effet dominée par un PCF très stalinien qui n'hésitait pas à exclure les trotskystes et les libertaires des syndicats qu'il contrôlait. La FER ne participera pas aux barricades du Quartier Latin, mais des militants de l'OCI seront à l'initiative de la première occupation d'usine, celle de Sud-Aviation Bouguenais, près de Nantes, le 14 mai 1968.



Tract FER - 29 mai 1968 (recto)

Dans la réalisation du FRONT UNIQUE, des organisations ouvrières et étudiantes  
l'UNEF doit prendre toutes ses responsabilités.

L'isolement d'un secteur n'est plus admissible.

97 compagnies de C.R.S. sur 116 sont concentrées à Paris.

Il est criminel de laisser aller les étudiants seuls au combat.

A Dijon, comme cela s'est fait à Paris, à Lyon, à Bordeaux, à Toulouse et  
ailleurs, il faut affirmer publiquement notre force par une

M A N I F E S T A T I O N U N I T A I R E devant la Préfecture, centre de  
l'application des volontés gouvernementales à l'échelon local.

PLUS DE GOUVERNEMENT DE GAULLE - POMPIDOU !

PLUS DE GOUVERNEMENT CAPITALISTE !

LYCEE NS, ETUDIANTS

LA F. E. R. qui combat pour que la jeunesse s'unisse à la classe ouvrière  
dans la lutte pour le Socialisme vous dit :

- créez vos cercles de la F. E. R. !

- adhérez à la F. E. R. !

- ensemble jeunes travailleurs, apprentis, lycéens, étudiants, construi-  
sons dans la lutte contre De Gaulle l'organisation révolutionnaire de  
la jeunesse.

TOUS AU MEETING DE LA F.E.R.  
MERCREDI 29 MAI 20<sup>h</sup>30

faculte des lettres

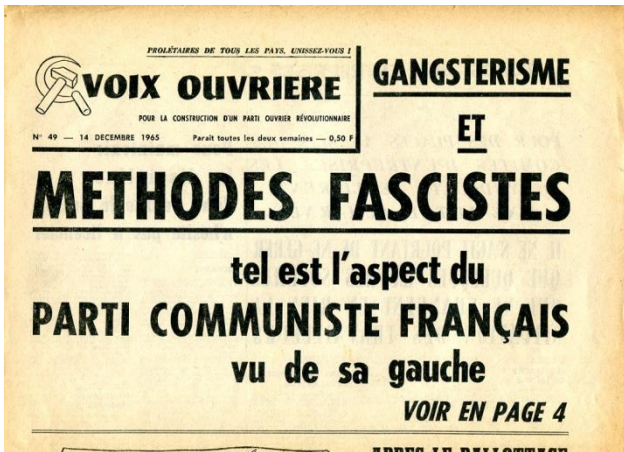
Lisez Révoltes

Soutenez financièrement les jeunes révolutionnaires.

Tract FER - 29 mai 1968 (verso)

Deux thématiques récurrentes typiques du courant lambertiste apparaissent déjà dans ce tract du 29 mai : d'une part la référence au Front unique des organisations ouvrières, thème que l'Internationale communiste avait développé à partir de 1921, quand l'espoir d'une révolution européenne avait commencé à s'estomper - mais que l'OCI a eu tendance à mettre à toutes les sauces - et d'autre part la « construction de l'organisation », le Front unique devant servir davantage dans cette optique à réaliser un objectif boutique plutôt qu'à développer de véritables mouvements unitaires.

- **“Voix Ouvrière”**, dissoute en 68, est à l’origine de l’Union Communiste qui publie encore aujourd’hui l’hebdomadaire **“Lutte Ouvrière”**. Ce courant qui se revendique lui aussi de la IV<sup>o</sup> Internationale s’est constitué pendant la Seconde guerre mondiale et s’est toujours tenu à l’écart des diverses réunifications du mouvement trotskyste. Très homogène, ce groupe avait toutefois tenté un rapprochement avec l’OCI au début des années 60, sans que cela aboutisse à une fusion. Sa particularité : sa construction autour d’un réseau de groupes d’entreprises publiant des « feuilles de boîte » tous les quinze jours, et son refus de participer, sauf ponctuellement, à des collectifs intervenant en dehors du terrain des entreprises et des syndicats, à la différence de la JCR et du PCI.



Voix Ouvrière - 14 décembre 1965

Le titre du journal renvoie à une agression menée dans une cité HLM de Vénissieux par le député-maire, Marcel Houel et plusieurs dizaines de militants du PCF, contre 5 vendeurs de Voix ouvrière.

Après mai, Lutte Ouvrière (LO) proposera en vain d’unifier l’ensemble des groupes révolutionnaires, qu’ils soient anarchistes, maoïstes ou trotskystes.



Lutte Ouvrière - Août 1968

- la **TMRI (Tendance Marxiste-Révolutionnaire de la IV<sup>o</sup> Internationale)**, dirigée par Michel Raptis, dit “Pablo” (1911-1996), ancien secrétaire de la IV<sup>o</sup> Internationale dont le groupe s’est séparé en 1964-1965, sur la base d’une appréciation positive de l’évolution des PC et du PCUS en particulier. Soutien du FLN pendant la guerre d’Algérie, Michel Raptis fut aussi conseiller du président algérien Ben Bella de 1962 à 1965, participant au développement de l’autogestion dans les entreprises abandonnées par les colons. Les forces de la TMRI ont toujours été très limitées, mais ce sont des militants de ce courant qui au lendemain de 68 ont été parmi les premiers à se lancer dans le combat féministe.

- le **Parti Communiste Révolutionnaire (Trotskyte)**, qui publie **“Lutte Communiste”**, une grande feuille illisible recto-verso, est issu d’une scission de la IV<sup>o</sup> Internationale en Amérique latine, à l’initiative d’un militant argentin, Juan Posadas (1912-1981)... Ce groupe sectaire aux très faibles effectifs se distinguait par ses incantations et l’auto-exaltation de son principal dirigeant.



## Les autres courants

- **“Pouvoir Ouvrier”** est issu en 1963 d’une scission marxiste du groupe **“Socialisme ou Barbarie”**, lui-même fondé en 1949 par un dissident du PCI trotskyste, le philosophe Cornelius **Castoriadis** (1922-1997). Ce dernier refusait de voir dans les pays de l’Est des **“États ouvriers bureaucratiquement dégénérés ou déformés”**, comme le pensaient la majorité des trotskystes, mais plutôt des **“capitalismes d’État”** dirigés par une nouvelle classe exploiteuse. Ce groupe s’est auto-dissous en 1969.

- le **Parti Communiste International** (dit **“bordiguiste”**) vient d’une scission vraiment gauchiste du Parti communiste italien en 1924, menée par l’un des fondateurs du PCI, Amedeo **Bordiga** (1889-1970), qui était partisan de **“syndicats rouges”** et hostile à toute participation aux élections. C’est en partie contre lui que **Lénine** a écrit **“La maladie infantile du communisme”** en 1920. Un groupe bordiguiste conséquent mais isolé a existé à Angers après mai 1968, jusqu’aux années 70.



Pouvoir Ouvrier - mai 1968

## Le Parti Socialiste Unifié, une « auberge espagnole » qui se radicalise sur sa gauche

Fondé le 3 avril 1960, le PSU tire son origine de la réunion de trois courants principaux :

- Un **courant chrétien** évoluant vers la gauche, le **“Mouvement de Libération du Peuple”**, qui regroupait plusieurs milliers d’ouvriers, notamment en province, et qui avait fusionné fin 1957 avec la **“Nouvelle Gauche”** (environ 2000 membres, dont nombre d’intellectuels parisiens) pour former **“l’Union de la Gauche Socialiste”** (dirigeants : Gilles Martinet et Marc Heurgon).

- le **“Parti Socialiste Autonome”**, dont les dirigeants (Edouard Depreux, ancien ministre de l’Intérieur en 1946-1947, et Alain Savary) avaient quitté la SFIO en septembre 1958 pour protester contre le soutien apporté par Guy Mollet à la Constitution autoritaire de la V<sup>o</sup> République. Pierre Mendès-France, homme politique bourgeois **“moderniste”**, avait adhéré au PSA en 1959.

- le groupe **“Tribune du Communisme”** (du nom du bulletin édité par une cinquantaine d’anciens intellectuels du PCF, dont Jean Popperen, Serge Mallet et... François Furet !). Ce groupe, fondé en 1958, se réclamait alors du marxisme et militait officiellement **“pour la réunification du mouvement ouvrier”**. Il apportait alors une **“caution de gauche”** au nouveau parti, même si plusieurs de ses animateurs allaient ensuite évoluer vers la droite.

Abandonné au fil des ans par nombre de ses anciens fondateurs, le PSU a intégré en 1968 une bonne partie de la radicalisation étudiante et ouvrière contre le régime gaulliste, mais il a ensuite constamment oscillé entre l’unité avec les révolutionnaires (listes PSU-LO à Paris en 1971) et l’union de la gauche (il a soutenu François Mitterrand dès le premier tour de l’élection présidentielle de 1974).

**Elections législatives du 5 Mars 1967**  
2<sup>e</sup> CIRCONSCRIPTION DE MAINE-ET-LOIRE

**Vous** . . .

Le gaullisme, c'est peut-être la stabilité, mais c'est surtout la stagnation économique, la régression sociale, le mépris des hommes.

L'après-gaullisme, c'est l'inconnu, les conflits d'intérêts et les risques de dictature.

**voterez**

**PSU**

*C'est le Parti de gauche qui constitue une force socialiste moderne avec des hommes d'état comme Pierre MENDÈS-FRANCE.*

*C'est le Parti qui travaille à l'unité de la gauche. Une gauche unie et majoritaire qui propose au pays un PROGRAMME de gouvernement EFFICACE.*

**Pierre MENDÈS-FRANCE**  
Jean POPEREN, dirigeant national du P.S.U.  
Maurice BAILLEUX, militant laïque d'ANGERS.  
Lucie CANONNE, Docteur en médecine d'ANGERS.  
Henri DELHUMEAU, militant syndicaliste, contrôleur Allocations Familiales d'ANGERS.  
Joël GAZEL, militant syndicaliste de CHALONNES-SUR-LOIRE.

**Roger HOURDIN**, militant syndicaliste de CHALONNES-SUR-LOIRE.  
Hubert LAGRANGE, Instituteur.  
Docteur MALINGE, de CHALONNES-SUR-LOIRE.  
Roger MENET, militant syndicaliste d'ANGERS.  
Guy RAVENEAU, des PONTS DE-É, comptable à Chemillé.  
Robert ROBIN, militant syndicaliste d'ANGERS.  
Gérard ROUX, directeur de C. E. G.  
Joseph SALLÉ, militant syndicaliste de THÉLAZE.

vous appellent à voter le 5 Mars 1967 pour **Marcel REGGUI** et Roger SÉCHER

1967 : le PSU, champion de l'Union de la Gauche

**tribune** socialiste

HERODOMAIRE DU PARTI SOCIALISTE  
UNIFIÉ  
N° 461, 1,50 F  
ÉDITÉ LE 2 JUILLET 1970

**PSU**

LA REVOLUTION SOCIALISTE

**le choix du PSU**

1970 : le PSU, « plus grand parti révolutionnaire d'Europe occidentale » selon Michel Rocard, tient son congrès sous l'œil intrigué de Lénine

## Le Vietnam

Parti se réclamant de l'internationalisme, très actif dans la lutte pour l'indépendance de l'Algérie, le PSU s'est aussi engagé dans la dénonciation de l'escalade américaine au Vietnam.

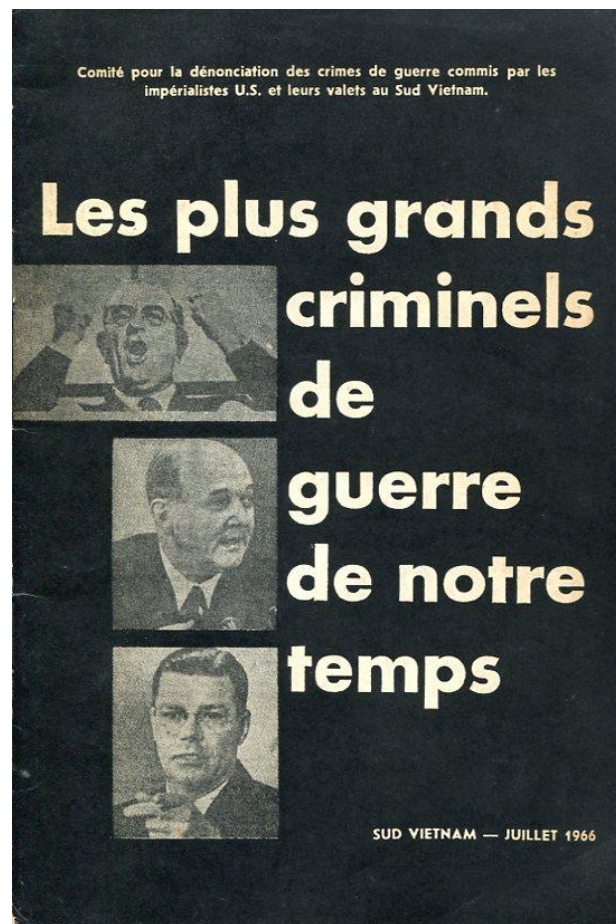


Ainsi, certains de ses militants participèrent en novembre 1966 à la fondation du **Comité Vietnam National** (CVN) aux côtés de ceux de la JCR. Le CVN, soutenu par de nombreux intellectuels engagés (Jean-Paul Sartre, Alfred Kastler, Laurent Schwartz, Pierre Vidal-Naquet), avait une vocation unitaire, contrairement aux deux autres structures de solidarité, les **Comités Vietnam de Base** (CVB), créés par

l'UJCML en février 1967, et le **Comité National d'action pour le soutien et la victoire du peuple vietnamien** mis en place sous l'égide du PCF début 1968.

Une campagne unitaire fut quand même possible début 1968, sous le label « Un bateau pour le Vietnam », auquel participaient non seulement les composantes du CVN (PSU, JCR), mais aussi la galaxie des organisations dirigées par le PCF (CGT, Secours populaire, Mouvement de la Paix, Jeunesse communiste, Union des Femmes Françaises, Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix...), la LDH, des mouvements chrétiens (Témoignage chrétien, Confédération syndicale des Familles...) et des syndicats d'enseignants (SNES, SNESUP).

A l'époque, dans les manifestations, les slogans, et donc les objectifs affichés, des trois mouvements de solidarité avec le Vietnam sont différents : à la revendication basique de la « **Paix au Vietnam** » du PCF et de ses satellites, qui fait écho à la période où ces derniers se bornaient à revendiquer la « Paix en Algérie » et non son indépendance, s'oppose le slogan « **FNL vaincra** » du CVN et des CVB.



Brochure du FNL (1966) - De haut en bas : le président US Lyndon Johnson, son vice-président Hubert Humphrey et le secrétaire à la défense Robert McNamara.



Tract des CVB - février 1968

C'est l'époque où l'armée américaine, pour lutter contre l'implantation du Front National de Libération du Sud-Vietnam, non seulement bombarde massivement les territoires qu'elle est impuissante à contrôler, mais y déverse aussi des millions de tonnes de défoliants (72 millions au total entre 1961 et 1971) connus sous le nom d'agent orange. Ces crimes de guerre, qui ont fait des millions de victimes, et qui provoquent encore aujourd'hui des malformations de naissance, furent dénoncés très tôt et provoquèrent de grandes manifestations de protestation, dont une, européenne, à Berlin les 17-18 février 1968.

Dès lors, en pleine offensive du Têt du FNL, les actions spectaculaires se multiplient : trois jours plus tard, le 21 février, les militants des CVB hissent le drapeau du FNL sur l'ambassade du Sud-Vietnam à Paris.

Le CVN n'est pas en reste : le 20 mars, un groupe de militants attaque le siège de l'American Express à Paris. C'est à cette occasion qu'est arrêté Xavier Langlade, responsable du service d'ordre de la JCR, et étudiant à Nanterre. C'est pour obtenir sa libération que le bâtiment administratif de la faculté de Nanterre est occupé au soir du 22 mars. Se forme alors le **Mouvement du 22 mars**, avec Daniel Cohn-Bendit et Jean-Pierre Duteuil, de la Liaison des Etudiants Anarchistes (LEA), ainsi que Daniel Bensaïd (JCR).



25 janvier 1968 tribune socialiste

# UN BATEAU POUR LE VIETNAM

DR: BEHAR, C.C.P. 148 53 51 - PARIS

## La victoire du VIETNAM, c'est aussi : de la quinine et une trousse chirurgicale dans chaque village

## AVEC LE P.S.U. POUR LA VICTOIRE DU VIETNAM SOUSCRIVEZ

### POURQUOI LE « BATEAU »

Les épreuves du peuple vietnamien dans sa lutte héroïque pour l'indépendance de son pays, la liberté et la paix sociale, dans le monde entier, un élan grandissant de solidarité.

Toujours plus nombreux, des Français d'opinions diverses agissent pour soutenir le combat du peuple vietnamien. En même temps, des millions d'hommes et de femmes veulent accomplir les gestes les plus simples et les plus efficaces pour soulager les souffrances du peuple vietnamien, pour l'aider à vivre, à défendre ses droits, à sauvegarder ses conquêtes, à développer ses réalisations.

Afin de répondre à cette volonté, afin de donner beaucoup plus d'ampleur à la solidarité fraternelle, les formations politiques, syndicales, pacifistes, de jeunesse et de solidarité, signataires de cet appel, ont décidé de lancer en commun une grande campagne avec le mot d'ordre :

« Un bateau pour le Vietnam »

Elles ont constitué avec les représentants de chaque formation un comité national d'organisation qui fera connaître rapidement ses propositions pratiques sur les produits à collecter pour le chargement de ce bateau et pour le développement de cette campagne sur le plan national et dans les départements.

L'objectif est de faire coïncider le départ du « Bateau pour le Vietnam » avec la fête du nouvel an vietnamien au début de février 1968.

Les signataires lancent un appel pressant aux formations qui désireraient prendre part à cette initiative de large union.

Ce grand acte de solidarité du peuple français a besoin du concours de tous.

### LES SIGNATAIRES DE L'APPEL

Parti Communiste Français, Parti Socialiste Unifié (P.S.U.), Parti de la Jeune République, Confédération Générale du Travail, Union Nationale des Etudiants de France, Collectif Intersyndical Universitaire d'Action pour la Paix au Vietnam, Syndicat National de l'Enseignement Supérieur, Syndicat National des Chercheurs Scientifiques, Mouvement de la Jeunesse Communiste de France, Etudiants Socialistes Unifiés, Mouvement de la Paix, Association Médicale franco-vietnamienne, Campagne du Milliard, Christianisme Social, Comité Inter-Mouvements auprès des Evénés, Comité Vietnam National, Mouvement contre l'Armement Atomique, Mouvement Témoignage Chrétien, Secours Populaire Français, Union des Femmes Françaises, Syndicat National de l'Enseignement Secondaire, Union des Juifs pour la Résistance et l'Entr'aide, Ligue des Droits de l'Homme, Confédération Syndicale des Familles, Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix.

A l'inverse, le mouvement d'extrême-droite « Occident », dans la plus pure tradition colonialiste, s'aligne complètement sur la politique du gouvernement des Etats-Unis :

# HALTE

A LA PROPAGANDE VIETCONG à Paris

---

Les assassins Vietcong qui tuèrent entre 1945 et 1954 des milliers de Français sont aujourd'hui soutenus par le "neutralisme" gaulliste et les syndicalo-terroristes de la Sorbonne.

L'odieuse campagne menée par les provocateurs marxistes de la F.G.E.L. ne saurait être imposée par la terreur "antifasciste" aux étudiants français.

Nous n'oublions pas nos soldats trahis. Et il faut défendre l'Occident partout où il se bat.

Au Restaurant Mazet, vendredi dernier, une foule considérable d'étudiants indignés se joignit aux jeunes nationalistes du MOUVEMENT OCCIDENT pour réagir contre l'intolérable quête vietcong organisée par l'Union des étudiants communistes.

## IL FAUT FAIRE FACE

- + CONTRE L'ASSERVISSEMENT COMMUNISTE QUE NOUS PREPARE DE GAULLE
- + CONTRE L'ABRUTISSEMENT MARXISTE DANS L'UNIVERSITE
- + POUR UN ETAT NOUVEAU UNIFIANT LA NATION, DEFENDANT L'OCCIDENT,  
AFFIRMANT SA VOLONTE DE COMBATTRE,

SOUS LA PROTECTION DES JEUNES  
NATIONALISTES DU MOUVEMENT

MOUVEMENT OCCIDENT 2 RUE MONGE PARIS 5°-

# OCCIDENT

CONTREMANIFESTEZ  
JEUDI 18 HEURES Quartier LATIN !

# Émeutes au Quartier Latin

Vendredi 3 mai : la Faculté des Lettres de Nanterre est fermée, plusieurs centaines de militants du "mouvement du 22 mars" sont arrêtés dans la cour de la Sorbonne où ils tenaient meeting. Mais, à l'initiative d'environ 150 militantes que la police n'avait pas embarquées, les étudiants se révoltent contre l'occupation policière du Quartier Latin. Des affrontements avec la police, jamais vus à Paris depuis des années, se produisent, notamment place Maubert.

Pour le **Parti Communiste**, dans un premier temps, tout cela est la faute d'une poignée "d'irresponsables" qui empêchent les étudiants de travailler à la veille des examens. Il est donc hors de question que l'Union des Étudiants Communistes, normalisée depuis 1966, s'acoquine avec les "groupuscules anarchistes, trotskystes et maoïstes, composés en général de fils de grands bourgeois et dirigés par l'anarchiste allemand Cohn-Bendit" (dixit Georges Marchais dans son célèbre éditorial de l'Humanité du 3 mai, soigneusement recopié par la municipalité PCF de Nanterre). Bien plus, l'UEC accuse les "gauchistes" de "favoriser l'intolérable agitation" du groupe d'extrême-droite "Occident" et de "freiner la mobilisation massive des étudiants". Huit jours après, bien sûr, le discours aura changé.

En effet, le "mouvement étudiant" se renforce de jour en jour et s'organise, en particulier autour d'une presse populaire indépendante, comme "**ACTION**", dirigée par Jean-Pierre Vigier, un ancien du PC, avec des dessinateurs de talent comme Siné et Wolinski (alors en rupture de ban avec le PC).

## Une déclaration de la municipalité de Nanterre

« La Faculté de Nanterre vient d'être fermée. Cette mesure a été prise avec l'accord du ministre de l'Éducation nationale. »

La fermeture de la Faculté à quelques semaines des examens, lèse les intérêts des étudiants, notamment des plus modestes, ainsi que ceux des professeurs.

Depuis des mois, le gouvernement a refusé de prendre les mesures d'urgence proposées à plusieurs reprises au Conseil général et à l'Assemblée nationale par les élus de Nanterre : création de postes, affectation de maîtres qualifiés, locaux et crédits indispensables à un fonctionnement normal de la Faculté.

Il refuse de construire les Facultés et les Instituts Universitaires Technologiques nécessaires à la périphérie de la région parisienne.

Certains groupuscules (anarchistes, trotskystes, maoïstes, etc.) composés en général de fils de grands bourgeois et dirigés par l'anarchiste allemand Cohn-Bendit, prennent prétexte des carences gouvernementales pour se livrer à des agissements visant à empêcher le fonctionnement normal de la Faculté (dégradation des locaux, interruption des cours, proposition de boycott des examens, etc.).

Ces groupuscules se font ainsi objectivement les complices du pouvoir et de sa politique.

Leurs agissements favorisent les activités provocatrices du mouvement fasciste « Occident » dont le gouvernement a toujours refusé l'interdiction.

Tout cela sert de prétexte à la présence de nombreuses forces de police à Nanterre contre laquelle nous renouvelons notre protestation.

La Faculté de Nanterre doit pouvoir fonctionner normalement. Les professeurs doivent être en mesure d'assurer leurs cours et les étudiants de poursuivre leurs études.

Les dispositions doivent être prises afin de permettre le déroulement des examens dans les meilleurs conditions.

Nous faisons confiance aux étudiants et aux professeurs, pour imposer, par leur union et leur action, la satisfaction de leurs droits et revendications.

La municipalité communiste de Nanterre avec toute la population continuera à soutenir les étudiants, les professeurs, le personnel dans leur action pour leurs justes revendications, pour que la Faculté puisse accomplir pleinement sa mission.

Nanterre le 3 mai 1968.

**Pour le soutien et la victoire du peuple vietnamien 24 nouvelles adhésions au Comité du Palais de Justice**

A l'appel du Comité du Palais de Justice de Paris pour le soutien et la victoire du peuple vietnamien, 92 avocats se sont retrouvés pour entendre les exposés de M<sup>r</sup> Matarasso et du professeur Devillers.

Un débat animé s'est déroulé au cours duquel est intervenu, sous les applaudissements des assistants, un représentant de la délégation du Vietnam en France.

Deux films sur la lutte du peuple vietnamien ont été projetés.

L'Humanité - 4 mai 1968

# ACTION n°1

## REPRESSION: FAIRE FACE!



**MERCI ET ADIEU MONSIEUR ROCHE**

Le 3 mai, Jean Roche, directeur de l'Académie de Paris a fait donner les gardes mobiles contre les étudiants. Il a pris ses responsabilités. Pour le rest du monde, nous qui restons à la Sorbonne.

### CHIENS DE GARDE

Le mouvement contre la répression a contraint tous les gardes de l'ordre à se démissionner. Étudiants, vous êtes à la une des journaux. Voyez comment est traité un chien.

Un brack court avec persécution. ROCHE, voilà le chien. Doublez votre voteur, réagissez. A. Oudin 24.12

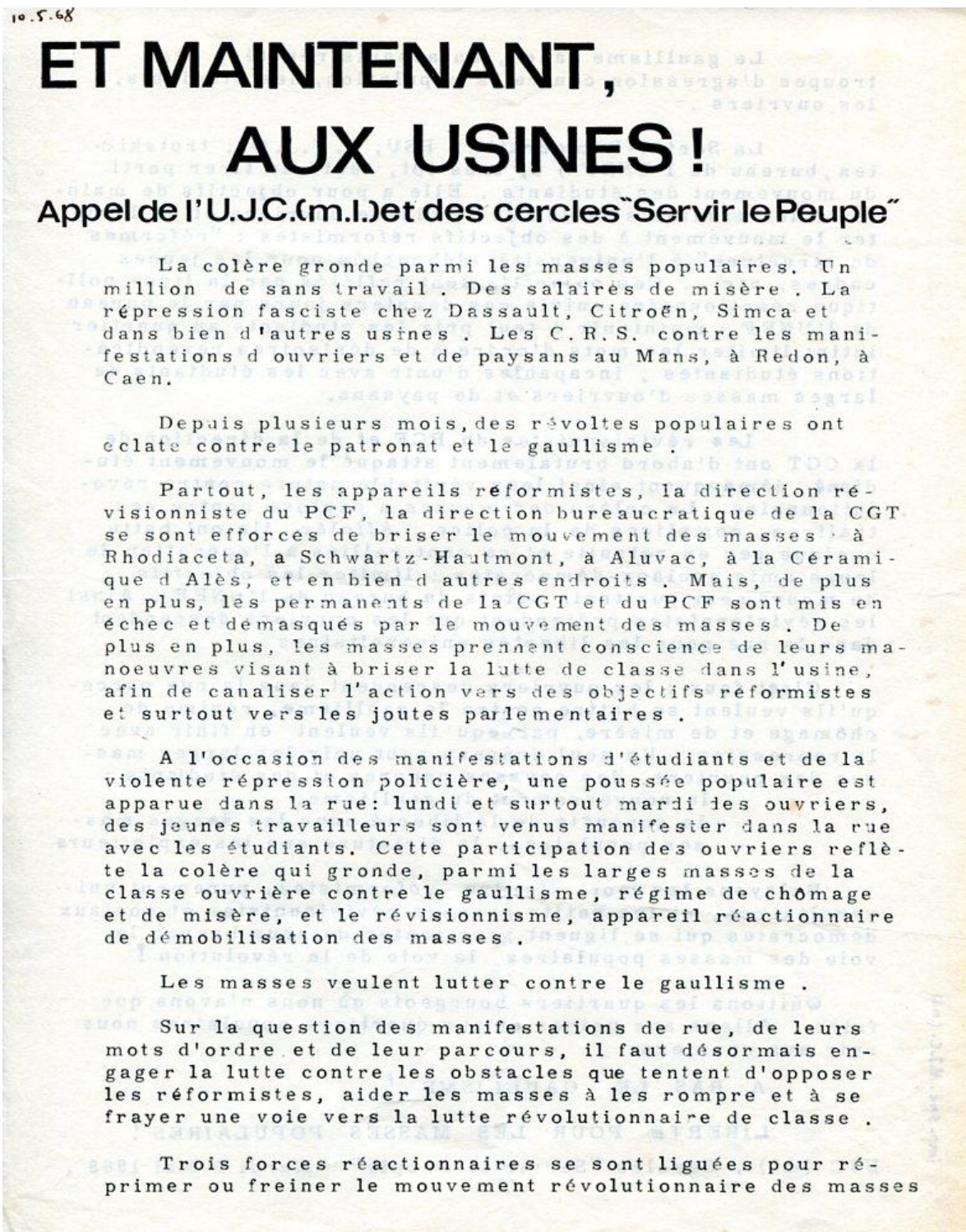
**Alain Geismar : «Nous ne maintiendrons pas l'ordre»**

Une déclaration du secrétaire général du Syndicat national des enseignants (SNE)...

Ce journal a été réalisé avec le soutien de l'UNEF, du Mouvement du 22 mars (Nanterre) et des Comités d'Action Lycéens (CAL). Pour les envois, adressez-vous à Jean-Pierre Vigier, 11 rue de Valenciennes, 75013 Paris.

Action- n° 1 - 7 mai 1968

Le PCF n'est pas seul à attaquer le mouvement : les maoïstes de l'UJCMML mettent ainsi dans le même sac le gaullisme, "la Social-Démocratie (PSU, SFIO, trotskistes, bureau de l'UNEF)" et "les révisionnistes du PCF et de la direction de la CGT". D'ailleurs, l'UJCMML s'oppose très tôt aux manifestations étudiantes du Quartier Latin et préconise le 7 mai d'aller "aux usines". Bien entendu, ils ne participent pas aux barricades du **10 mai, point culminant de la révolte étudiante**.



Tract de l'UJCMML - 10 mai 1968 (recto)

Le gaullisme lance, en assauts répétés, ses troupes d'agression contre la population, les étudiants, les ouvriers .

La Social-Démocratie ( PSU, S.F.I.O., trotskistes, bureau de l'UNEF ) a, très tôt, tenté de tirer parti du mouvement des étudiants . Elle a pour objectifs de maintenir les étudiants isolés de la classe ouvrière et de limiter le mouvement à des objectifs réformistes : "réformes de structure" à l'université, débouchés pour les jeunes cadres, etc... Ces objectifs sont reflétés par la ligne politique réactionnaire suivie ces derniers jours par le bureau de l'UNEF : maintenir à tout prix les étudiants au quartier latin; limiter les mots d'ordre à de dérisoires revendications étudiantes , incapables d'unir avec les étudiants de larges masses d'ouvriers et de paysans.

Les révisionnistes du PCF et de la direction de la CGT ont d'abord brutalement attaqué le mouvement étudiant démasquant ainsi leur véritable nature contre révolutionnaire . La colère des masses a explosé contre ces traîtres, complices de la police . Affolés, ils ont battu quelque peu en retraite et se sont ralliés à l'opération de leurs amis sociaux-démocrates : limiter les objectifs du mouvement aux trois points du bureau de l'UNEF . Ainsi les révisionnistes prétendent que les ouvriers descendent dans la rue pour les libertés universitaires .

C'est faux : les ouvriers descendent dans la rue parce qu'ils veulent se battre contre le gaullisme, régime de chômage et de misère, parce qu'ils veulent en finir avec la repression . Un seul drapeau peut unir les larges masses des ouvriers, des paysans pauvres et des étudiants :  
le renversement du gaullisme,  
la conquête de la liberté pour les larges masses populaires, la dictature sur les exploités

Balayons les mots d'ordre réformistes, purement universitaires, et les petits groupes révisionnistes et sociaux démocrates qui se liguent pour tenter de nous barrer la voie des masses populaires, la voie de la révolution !

Quittons les quartiers bourgeois où nous n'avons que faire . Allons aux usines et aux quartiers populaires nous unir aux ouvriers .

**A BAS LE GAULLISME !**

**LIBERTE POUR LES MASSES POPULAIRES !**


UJC (ml) , Cercles "Servir le Peuple" Mardi 7 Mai 1968 .

imp. spé. U.J.C. (ml)



Le PCMLF, lui, évite de prendre les étudiants à rebrousse-poil et règle ses comptes avec le P«C»F, les guillemets étant là pour rappeler à chaque mention le caractère selon eux « révisionniste » de ce parti.

10.5.68



**TRAVAILLEURS ET ÉTUDIANTS  
UNISSEZ - VOUS CONTRE  
LE POUVOIR DES MONOPOLES  
ET CONTRE LE FASCISME !**

**VIVE LA JUSTE LUTTE DES ÉTUDIANTS !**

Le monde est autant le votre que le nôtre, mais au fond c'est à vous qu'il appartient. Vous les jeunes, vous êtes dynamiques, en plein épanouissement comme le soleil à 8 ou 9 heures du matin. C'est en vous que réside l'espoir.  
MAO TSE-TOUNG

Le système capitaliste mondial est entré dans une période de crise économique, politique et idéologique dont il ne se relèvera pas. La guerre victorieuse du peuple vietnamien ébranle jusque dans ses fondements l'impérialisme américain et stimule les luttes des peuples du monde entier.

Un monde nouveau se lève à l'Orient. La République Populaire de Chine, sous la direction de Mao Tsé-toung,, Lénine de notre époque, indique le chemin à suivre pour tous les révolutionnaires.

Les régimes monopolistes des U.S.A. et d'Europe occidentale sentent leur fin prochaine. Pour eux, la seule issue, c'est le recours aux méthodes terroristes de gouvernement, à la violence permanente contre la classe ouvrière et le peuple, c'est-à-dire au fascisme.

La recrudescence de l'activité des groupuscules fascistes du type « occident » est un signe de cette décadence. Le journal fasciste « Minute » a ouvertement appelé au meurtre des étudiants, en les désignant sous les termes d'« enrégés rouges ». Il a été suivi en cela, par toute la presse et les moyens de propagande au service des monopoles.

La direction du P. « C. » F. est venue au secours du chœur des réactionnaires, en reprenant les mêmes arguments, en appelant à la répression contre les étudiants en lutte, en essayant de dresser la classe ouvrière contre eux. Leurs manœuvres ont lamentablement échoué devant le soutien actif d'un nombre toujours plus grand de travailleurs aux luttes et manifestations des étudiants. La faillite de la direction révisionniste du P. « C. » F. parmi les intellectuels révolutionnaires annonce sa faillite totale dans la classe ouvrière.

La classe ouvrière, de plus en plus exploitée et opprimée, voit grandir sa colère et envisage de plus en plus l'action directe contre le capitalisme. L'accueil chaleureux que les travailleurs ont réservé aux marxistes-léninistes le 1<sup>er</sup> mai, de la République à la Bastille, le prouve assez. Nos justes mots d'ordre :

- « Unité à la base et dans l'action »,
- « A bas les monopoles »,
- « Vive la victorieuse guerre du peuple vietnamien »,
- les chants révolutionnaires de l'« Internationale » et de la « Jeune Garde » ont été repris tout au long du parcours par des milliers de voix sans que les permanents révisionnistes aux ordres de Waldeck-Rochet puissent nous empêcher de défiler avec tous les autres travailleurs, et obtahir leur soutien.

Tract du PCMLF - 10 juin 1968 (recto)

Les intellectuels et les étudiants, en particulier les étudiants d'origine pauvre ouvrière et paysanne, ressentent particulièrement la crise qui déferle sur notre société décadente.

### **ILS ONT RAISON DE SE REVOLTER !**

Le plan Fouchet, réforme ultra-réactionnaire de l'enseignement, au service exclusif des monopoles, les touche dans leurs intérêts les plus profonds puisqu'il vise à rejeter la majorité et en premier lieu ceux issus des classes laborieuses de l'Université, à les mettre à la disposition des intérêts capitalistes les plus vils.

### **TRAVAILLEURS ET ETUDIANTS, UNISSEZ-VOUS DANS LE MEME COMBAT CONTRE LE POUVOIR DES MONOPOLES ET LA MONTEE DU FASCISME !**

Les intérêts des étudiants progressistes rejoignent ceux des travailleurs. Il ne peut y avoir d'Université démocratique dans le cadre de la fausse démocratie de la bourgeoisie.

Seul le socialisme permettra la réalisation d'un système nouveau d'enseignement qui réponde aux aspirations légitimes des intellectuels progressistes. Toutes les solutions réformistes propagées par la « fausse gauche » (Mitterrand et Cie) et par la direction du P. - C. - F. ne sont que poudre aux yeux visant à mieux préparer la soumission des intellectuels au système monopoliste d'Etat, en les berçant d'illusions pour qu'ils abandonnent la lutte.

La lutte des étudiants après les grands combats ouvriers de ces dernières années annonce les grands bouleversements qui vont avoir lieu dans les pays capitalistes.

Elle annonce les luttes révolutionnaires de la classe ouvrière et du peuple, luttes qui balaieront le système capitaliste.

C'est pourquoi les étudiants révolutionnaires doivent résolument rejoindre le combat de la classe ouvrière et se placer sous sa direction politique. Les étudiants en lutte contre les monopoles ne pourront triompher qu'à cette condition. C'est pourquoi les militants du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France participent au coude à coude aux manifestations des étudiants et se battent résolument à leurs côtés contre le pouvoir des monopoles.

C'est pourquoi le P.C.M.L.F. lutte résolument pour lier le combat des jeunes intellectuels à celui des travailleurs, pour expliquer aux travailleurs le sens profond de la lutte des étudiants, afin de briser l'isolement dans lequel la bourgeoisie et la direction révisionniste du P. - C. - F. tente de les enfermer. Il compte également pour cela sur l'aide de tous les anti-monopolistes sincères.

6 mai 1968 — Le Comité central du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France.

- **Travailleurs, étudiants, luttons tous ensemble, mobilisons-nous en permanence contre le pouvoir des monopoles, contre la montée du fascisme !**
- **Peyrefitte et Fouchet à la porte !**
- **Grimaud (préfet de police), Roche (recteur) démission !**
- **Libérez les emprisonnés ! Levez les sanctions !**

- **Travailleurs, étudiants révolutionnaires, rejoignez le P.C.M.L.F., le seul Parti communiste véritable.**



<b>BULLETIN DE DEMANDE DE CONTACT</b>	
— NOM, PRENOM .....	AGE .....
— PROFESSION .....	— ADRESSE .....
à remettre à un militant du P.C.M.L.F. ou à envoyer à « L'HUMANITE NOUVELLE », 40, boulevard MAGENTA, PARIS-10 <sup>e</sup> .	

**Chaque semaine, lisez l'HUMANITE nouvelle - 1 F - Parait le jeudi en kiosque**

MOUSSY-MEAUX

# La classe ouvrière s'ébranle

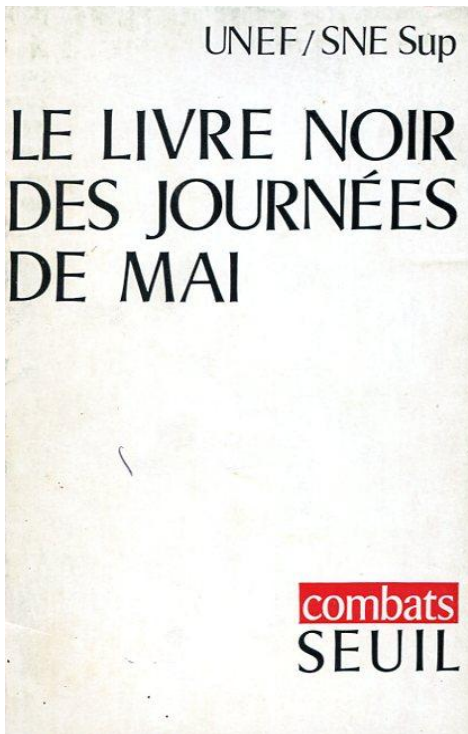
Depuis plusieurs mois, la résistance de la jeunesse ouvrière à l'exploitation capitaliste se manifestait par des **grèves dures**, souvent avec des heurts avec la police, en particulier dans **l'Ouest**. Le 8 mai, l'intersyndicale CGT-CFDT-CNJA organise une série de manifestations dans toutes les grandes villes de l'Ouest pour la défense de l'emploi. Ainsi, à Angers, il y a 10 000 manifestants sur le thème « L'Ouest veut vivre ». Le feu couve, un an après les ordonnances de de Gaulle contre la Sécurité Sociale...

C'est la férocité de la répression policière pendant la "nuit des barricades" du 10 mai qui pousse le PCF à s'engouffrer dans la brèche : "**l'Humanité**" du lendemain 11 mai titre pour la première fois "**Halte à la répression**", et à Paris le PC va jusqu'à organiser des mini-manifestations en direction des commissariats de quartier aux cris de "Libérez nos camarades !", c'est-à-dire pour soutenir les mêmes "gauchistes-aventuristes-grands bourgeois" qu'il dénonçait avec virulence huit jours plus tôt.

Il est vrai que la répression avait fait des centaines de blessés, et que la police parisienne était soupçonnée d'avoir utilisé des **gaz de combat** contre les manifestants, y compris dans des lieux clos (cafés...).



L'Humanité - édition spéciale - 11 mai 1968



Dès le mois de juin, des témoignages des brutalités policières sont recensés dans le « Livre noir des journées de mai ».

Le PCF soutient donc l'appel national à la journée de **grève générale** de protestation du lundi **13 mai**, lancé par l'UNEF, le SNESUP (syndicat FEN de l'Enseignement Supérieur, dirigé par Geismar, alors militant du PSU), la FEN, la CFDT, FO, la CGT et même la CGC, le syndicat des cadres. **L'unité syndicale est alors totale.**

**Les organisations U.N.E.F.**  
**U.G.E., le S.N.E. Sup., la C.G.T.**  
**la C.F.D.T. et la F.E.N.**  
**communiquent l'appel suivant :**

Toute l'opinion est bouleversée par la répression policière sauvage qui s'est abattue sur les étudiants et les universitaires au Quartier Latin.

Cette répression provoque une vive indignation contre le régime.

Les organisations syndicales C.F.D.T., C.G.T., F.E.N., C.G.T.-F.O. et C.G.C. ont proclamé la grève générale de 24 heures pour le lundi 13 mai. L'U.N.E.F.-U.G.E. et le S.N.E. Sup. poursuivent leur grève.

C'est l'action déterminée des étudiants et des enseignants du Supérieur, puis l'ordre de grève générale et l'émotion exprimée par une grande partie de l'opinion ainsi que les prises de position de nombreux partis politiques et mouvements qui ont contraint le pouvoir à reculer.

Au nom de la solidarité qui unit les étudiants, les enseignants et l'ensemble des travailleurs contre la répression policière,

- Pour l'amnistie des manifestants condamnés et la renonciation à toute poursuite judiciaire, administrative ou universitaire,
- Pour les libertés syndicales et politiques,
- Et pour l'aboutissement de leurs aspirations communes :
  - Réforme démocratique de l'enseignement au service des travailleurs,
  - Plein emploi,
  - Transformation du système économique par et pour le peuple.

**Appel unitaire intersyndical - 12 mai 1968 (recto)**

Les organisations syndicales de la Région parisienne, U.N.E.F., U.G.E., S.N.E. Sup, F.E.N., C.F.D.T. et C.G.T. appellent les étudiants, les enseignants, les travailleurs, toute la population à manifester en masse.

# **Lundi 13 mai après-midi**

## **de la place de la République à la place Denfert-Rochereau**

Le départ de la manifestation est fixé à 15 h. 30.

L'Union Régionale Parisienne C.G.T.-F.O. appelle également à cette manifestation.

Sur le parcours de la manifestation, les organisations collecteront ensemble pour les victimes de la répression.

Se félicitant des appels à participer à la manifestation en provenance des partis et groupements, les organisateurs ont décidé d'en conserver le caractère syndical.

Dans le même esprit, la seule presse qui sera diffusée à la manifestation sera celle des organisations signataires de l'appel.

Paris, 12 mai 1968 - 19 h. 30.

**Les URP CGT et CFDT appellent les travailleurs de  
la Région Parisienne à se rassembler à partir de 14 h 30**

**Dans l'avenue de la République  
à la hauteur de la rue  
Jean - Pierre Timbaud**

S.G.P. - Paris

Appel unitaire intersyndical - 12 mai 1968 (verso)

**Un million** de personnes défilent le 13 mai de la Gare de l'Est à la place Denfert-Rochereau, traversant tout le centre de Paris aux cris de "Dix ans, ça suffit". En province, des cortèges imposants, souvent jamais vus depuis la Libération, donnent aux salarié-e-s la conscience de leur force. Dans plusieurs entreprises, de fait, **le travail ne reprend pas le 14, comme à Sud-Aviation** Bouguenais, près de Nantes, où se déclenche la première d'une longue série d'occupations d'usines.

**VIETNAM : TOUJOURS DES CONDITIONS U.S. POUR L'ARRÊT DES BOMBARDEMENTS SUR LE NORD**

**RAIDS DE TERREUR INTENSIFIÉS CONTRE LA R. D. V.**

5 heures de mort  
MERCREDI 13 MAI 1968  
0,50 F  
6, boulevard de la Chapelle, PARIS-18

**L'Humanité**  
ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Page 2, les articles d'Yves MOREAU et Jean-Emile VIDAL, et le câble de notre envoyé spécial à Hanoi, Madeleine BIFFAUDI

*Journée d'action travailleurs-étudiants d'une ampleur exceptionnelle*

# PAR MILLIONS, GRÉVISTES ET MANIFESTANTS

## ont mis en accusation le pouvoir gaulliste

Foule énorme à Paris, de la République à Denfert-Rochereau

**60.000 MANIFESTANTS A LYON, 50.000 A TOULOUSE, MARSEILLE, BORDEAUX, 30.000 AU MANS, 25.000 A GRENOBLE, etc.**

**Après la journée de lutte du 13 mai**

**Communiqué du Bureau Politique du Parti Communiste Français**



**A L'ASSEMBLEE NATIONALE**

### La gauche unie a déposé une motion de censure contre le gouvernement

**POMPIDOU S'OPPOSE AU VOTE IMMEDIAT DE L'AMNISTIE**

● En pages 4, 5, 6, 7 et 8 toutes les informations sur les grèves, les manifestations, le débat à l'Assemblée

● Page 14 : une grande photo de la manifestation à Paris

**Dix ans ça suffit !**

« Dix ans, ça suffit ! », criait-on dans les cortèges de millions de manifestants qui déboulèrent dans Paris...

**Aspirations des étudiants et objectifs de la classe ouvrière**

Les aspirations des étudiants et des travailleurs sont étroitement liées...

**De Gaulle est arrivé hier à Bucarest**

Page 3, l'article de nos envoyés spéciaux Serge LEXAC et Gilbert VIGNAUDI

UTILISATEURS DE W.C. CHIMQUES

En face de la gare d'Orléans, 100 rue de Valenciennes, PARIS-11

Pendant ce temps, François Mitterrand fait la fête avec les “Jeunesses Radicales-Socialistes” Faubourg Saint-Honoré... dans les quartiers « chic » !

## La Grève Générale

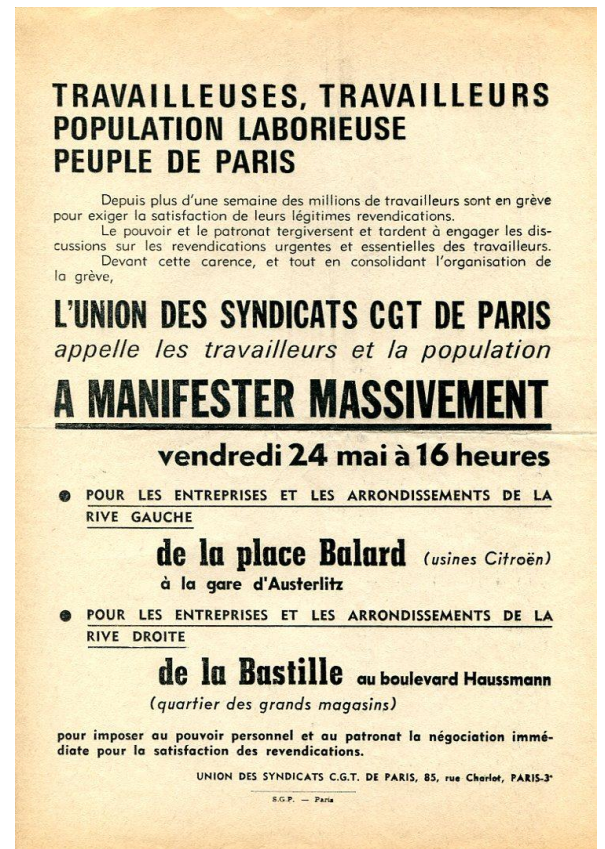
En quelques jours, **la France est paralysée** par l'essor du mouvement de grève : le 18 mai, il y a déjà 2 millions de grévistes, autant qu'en juin 36. Le sommet du mouvement ne sera atteint que le 28 mai, avec 10 à 12 millions de grévistes.

Le mouvement est si fort que le 24 mai la CGT organise deux manifestations simultanées dans Paris : une sur la rive droite de la Seine, de Bastille aux Grands magasins du Boulevard Haussmann, l'autre sur la rive gauche, des usines Citroën à la gare d'Austerlitz. Il faut préciser qu'à ce moment-là, aucune rame de métro ne circulait.



Le pouvoir gaulliste, qui n'avait gagné les élections législatives de mars 1967 que d'une courte tête, grâce aux députés des DOM-TOM (notamment Wallis-et-Futuna), est ouvertement remis en cause. Mais y a-t-il vraiment une alternative politique ?

Dans les manifs, particulièrement celle du 29 mai, on entend de plus en plus le slogan “**Gouvernement populaire**”. Pour le Parti communiste, dont la stratégie tourne autour de l'union de la Gauche depuis le Front populaire de 1936, il s'agit d'aboutir enfin à un **programme commun** avec les vieilles forces de gauche (Parti radical, Parti socialiste SFIO, Convention des Institutions Républicaines de Mitterrand, divers clubs), mais la SFIO est exsangue et de son côté Mitterrand ne veut pas se lier les mains avec un PC encore trop puissant, à plus de 20 % de l'électorat.





L'Humanité - 29 mai 1968

Le slogan du PCF « gouvernement populaire » est repris par les maos de l'UJCML, qui veulent lui donner un autre contenu, carrément révolutionnaire, car ils pensent - à tort - que "l'initiative du mouvement des masses a échappé à la direction de la CGT", donc au PCF "révisionniste". Pour eux, c'est **“Gouvernement populaire, oui ! Mitterrand, non !”**.



Servir le peuple - 21 mai 1968

En fait, en dehors de quelques entreprises où des militants révolutionnaires expérimentés sont reconnus, les directions syndicales CGT et CFDT conservent globalement le contrôle du mouvement de grève des salariés.

Les groupes d'extrême-gauche les plus lucides le savent, et cherchent à **s'implanter rapidement dans la classe ouvrière**. C'est le cas de la "Coordination des Comités d'Action", tentative de cadre unitaire du « mouvement », mais aussi de la **JCR**, qui déploie moult références à Lénine pour contrer le populisme de l'UJCML. La JCR avance en particulier la **nationalisation des grandes entreprises occupées sous contrôle ouvrier** et le développement de la **démocratie directe**.

Dans cette même période de crise sociale et politique aigüe, certaines organisations trotskystes se rapprochent, telles l'Union communiste (qui édite Voix Ouvrière), le Parti communiste internationaliste et la JCR, qui mettent en place entre elles le 19 mai un « comité permanent de coordination », mesure indispensable mais sans grand résultat dans l'immédiat.

Cet accord n'empêche pas la JCR de développer ses propres analyses :



# **TRAVAILLEURS,**

# **ÉTUDIANTS,**

Le drapeau rouge de la classe ouvrière flotte sur les facultés et sur les usines. Des millions de travailleurs occupent les entreprises. Les masses laborieuses, qu'on disait « apathiques », se sont mises en mouvement.

Le 13 mai 1968, elles ont pris conscience de la force immense qu'elles représentent, en même temps qu'elles mesuraient la faiblesse réelle du Pouvoir. En 10 ans de régime gaulliste, elles ont pu éprouver l'inefficacité totale des formes traditionnelles de lutte, héritées de la IV<sup>e</sup> République : les batailles parlementaires, les grèves tournantes, les cortèges nonchalants, les « Journées nationales d'action » sont venus se briser sans aucun résultat sur les contre-forts de l'Etat policier.

**Seule l'action directe et résolue des masses est capable de faire plier l'Etat gaulliste.** Telle est la leçon que des millions de travailleurs ont tirée du combat victorieux des étudiants. Cette leçon, ils l'ont spontanément et massivement appliquée pour résoudre leurs propres problèmes.

**Aujourd'hui, le centre de gravité de la lutte s'est déplacé des facultés vers les usines.** La contestation de l'Université bourgeoise s'est transmuée en contestation de la société capitaliste. Car, ne nous y trompons pas : si, par millions, les travailleurs occupent les entreprises, ce n'est pas simplement pour obtenir satisfaction sur leurs revendications salariales. **La question du Pouvoir est posée, dans l'Entreprise et dans la société.** C'est le sort du régime qui est en jeu.

Le Patronnat et l'Etat sont frappés de stupeur. La bourgeoisie, affolée, adjure les « organisations représentatives de la classe ouvrière » de reprendre les choses en main. Elle sait qu'en période de crise sociale profonde les directions réformistes de la classe ouvrière constituent le meilleur et l'ultime rempart du régime capitaliste : encroûtées dans le parlementarisme, scrupuleusement respectueuses de la légalité bourgeoise, ces directions sauront canaliser la combativité des masses et parviendront à l'orienter vers des objectifs compatibles avec la survie du système.

Pour conserver son pouvoir, la classe dominante est prête à des concessions temporaires. Elle sait attendre le reflux du mouvement pour reprendre d'une main ce qu'elle a dû concéder de l'autre.

Les jeunes travailleurs, les étudiants qui sont à la pointe du combat, ne veulent pas que

leur lutte s'achève comme les mouvements de 1936 et de 1945. Le mouvement « d'ampleur inégalée » qui déferle aujourd'hui sur la France, ne doit pas accoucher d'une souris !

**IL FAUT ALLER JUSQU'AU BOUT !**

**NOUS OCCUPONS LES FACULTES, LES ADMINISTRATIONS, LES USINES :**

**RESTONS - Y**

- Ne laissons pas les politiciens bourgeois ou social-démocrates, les Mitterrand et les Guy Mollet, négocier le retour à l'ordre contre un fauteuil ministériel !
- Ne laissons pas les dirigeants syndicaux négocier la reprise du travail contre des avantages, peut être appréciables, mais qui seront rapidement rognés par l'inflation et l'intensification des cadences.

**PROFITONS DU RAPPORT DE FORCES QUE NOUS AVONS INSTAURE. PRENONS DES GAGES :**

- Constituons à la base, dans les usines : des **Comités de grève** ; dans les facultés et les quartiers : **des Comités d'Action**, regroupant l'ensemble des travailleurs en lutte !
- Imposons la **nationalisation** des grandes entreprises occupées et leur gestion démocratique par les **Comités des travailleurs** !
- Instituons le **contrôle ouvrier** sur la formation professionnelle, l'organisation du travail, la gestion de l'entreprise !
- Emparons-nous des livres de compte !
- Construisons sur nos lieux de travail, indépendamment des appareils du patron et de l'Etat, les organes du **centre-pouvoir populaire** !
- Imposons le départ de De Gaulle et l'instauration d'**un gouvernement des travailleurs**.

Le pouvoir que nous voulons n'est pas un gouvernement de la gauche succédant au gouvernement de la droite.

Le pouvoir que nous voulons n'a rien à voir avec les combinaisons parlementaires des politiciens bourgeois et réformistes !

Le pouvoir que nous voulons doit instituer la démocratie directe du socialisme, fondée sur l'autorité des Comités de base dans les entreprises et les quartiers.


Le pouvoir que nous voulons doit être l'émanation des Comités de grève et des Comités d'action des travailleurs et des étudiants.

**ETUDIANTS, TRAVAILLEURS, UNE CHANCE UNIQUE S'OFFRE A NOUS ; NE LA LAISSONS PAS PASSER !**

**JEUNESSE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE.**

(21 mai 1968)

Toute correspondance : B.P. 39 16 - Paris

Grandes Imprimeries • Paris Centre •  
 142. rue Montmartre  
Paris (2<sup>e</sup>)

Etant donné les développements de la situation actuelle, faisant ressortir cruellement l'absence d'une direction révolutionnaire, et considérant qu'il est indispensable d'unifier la lutte des organisations qui se réclament du trotskysme, les représentants de l'Union Communiste (Voix Ouvrière), du Parti Communiste Internationaliste (section française de la IV<sup>e</sup> Internationale) et de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire se sont rencontrés le dimanche 19 mai 1968 et ont décidé la formation d'un comité permanent de coordination entre leurs trois organisations.

Ce comité appelle toutes les organisations qui se réclament du trotskysme à s'associer à cette initiative.

Les trois organisations recommandent à leurs militants d'entrer partout en contact afin de coordonner leur action.

Pour l'Union Communiste : G. KALDY, J. MORAND

Pour le Parti Communiste Internationaliste : P. FRANK, M. LEQUENNE

Pour la Jeunesse Communiste Révolutionnaire : A. KRIVINE,

D. BENSAID

### L'accord UC-PCI-JCR du 19 mai 1968

Au soir de la grande manifestation syndicale du 29 mai, beaucoup d'observateurs ont le sentiment d'une vacance du pouvoir, et faute d'envisager un accord de gouvernement avec le PCF, plusieurs personnalités posent alors leur candidature pour former un nouveau gouvernement, au premier rang desquelles, bien évidemment, l'ancien challenger de de Gaulle à l'élection présidentielle de décembre 1965, François Mitterrand...

## Juin : répression et reflux des grèves

Coup de tonnerre le 30 mai : après avoir rencontré secrètement le général **Massu** à Baden-Baden pour s'assurer du soutien de l'armée, de Gaulle annonce brutalement la **dissolution de l'Assemblée Nationale**. Juste après son discours radiodiffusé, 300 000 partisans de l'ordre bourgeois, encadrés par les CDR (Comités de Défense de la République), défilent sur les Champs-Élysées, aux cris - entre autres - de « La France aux Français », le vieux slogan de l'extrême-droite antisémite et xénophobe d'avant-guerre. La droite et l'extrême-droite - celle-ci déjà active avant les événements - s'unissent d'autant plus facilement que les anciens dirigeants de l'**OAS** (groupe terroriste d'extrême-droite pendant la Guerre d'Algérie) sont amnistiés et libérés.

La JCR réagit au discours de de Gaulle en proposant de « multiplier les organes autonomes du pouvoir populaire » et de développer « un Mouvement National des Comités d'Action » :

A U J O U R D H U I n° 3 31 mai- 1 juin 1968  
=====

### APPEL AUX MILITANTS

De Gaulle a parlé. Son discours est sans équivoque. Il annonce la répression brutale du mouvement populaire. Déjà le ministre des postes fait donner les commandos de briseurs de grève. Déjà les CRS délogent les piquets. Déjà les forces armées font mouvement vers la région parisienne. Les grandes manoeuvres de l'intimidation ont commencé. L'Espoir renaît dans les quartiers bourgeois ; la Contre-révolution s'organise.

Du côté des directions ouvrières, on a choisi la capitulation: la CGT n'a pas bronché lorsque les CRS sont venus occuper les Postes. Elle a renoncé au mot d'ordre d'abrogation des Ordonnances. Les problèmes politiques seront réglés par les élections générales, explique Georges Séguy: le bulletin de vote doit se substituer aux occupations d'usines ! Une fois de plus, la direction du PCF engage le mouvement sur la voie de la démobilisation.

C'EST PRECISEMENT PARCE-QUE DE GAULLE SAVAIT QUE LES DIRIGEANTS COMMUNISTES S'APPLATIRAIENT DEVANT SES MENACES, QU'IL A PROFERE UNE ALLOCUTION DE GUERRE CIVILE !

Les manoeuvres d'intimidation gaulliste reposent, pour l'essentiel sur du bluff. En dépit de son armée, de sa police, de ses nervis, l'Etat bourgeois ne peut pas grand chose contre dix millions de grévistes, déterminés à vaincre et organisés pour la lutte.

Mais c'est ici que le bât blesse. Jusqu'à ce jour, la faiblesse principale du mouvement réside en son inorganisation à la base. Les Comités de grève, dans les usines occupées, ne sont souvent que des piquets de grève élargis, composés de militants syndicaux. Ils ne constituent pas des organisations de base regroupant tous les travailleurs en lutte, syndiqués et non syndiqués, en vue de diriger collectivement la grève et exercer le Pouvoir Ouvrier dans l'Entreprise.

Les Comités d'Action, dans les banlieues et les quartiers, ne regroupent encore, pour la plupart, qu'une étroite frange de militants d'avant-garde, décidés à mener la lutte jusqu'au bout. Ils ne constituent pas les organes de base du contre-pouvoir populaire dans les localités.

C'est cette carence fondamentale du mouvement de masse qui a permis toutes les manoeuvres de récupération politique, dont la dernière en date est l'opération Mendès-France. Dans la mesure où les travailleurs n'ont pas l'expérience concrète du pouvoir ouvrier, s'exerçant directement dans les quartiers et les usines, au moyen d'un dense réseau de comités de base, il est normal qu'ils sombrent dans les mystifications parlementaristes.

L'inorganisation à la base, aujourd'hui plus que jamais, représente un très grave danger pour le mouvement. Si les dix millions de travailleurs en grève étaient réellement organisés en comités de lutte coordonnés, les provocations des commandos gaullistes et des gardes mobiles n'auraient aucune chance d'aboutir.

Organiser le mouvement des masses, faire surgir et se multiplier les organes autonomes du pouvoir populaire, telle est la tâche pressante des militants d'avant-garde.

La J.C.R appelle tous les militants d'avant-garde, par delà les divergences et les organisations, à se regrouper dans les Comités d'Action et à impulser leur développement. Nés spontanément de la lutte, les Comités d'Action peuvent devenir l'instrument efficace du combat anti-capitaliste. Par leur intervention, dans les localités et dans les entreprises, ils peuvent favoriser la construction de réelles structures de double pouvoir, prenant en charge:

- dans les usines: la production pour les grévistes
- dans les quartiers: la lutte contre la spéculation et les accapareurs.

Ils auront à promouvoir l'auto-défense des masses contre les nervis gaullistes et les forces de l'ordre. Ils auront à démystifier les illusions réformistes et électoralistes propagées par les bureaucraties ouvrières. Ils auront à maintenir l'action des masses dans la rue.

S'ils parviennent à se coordonner efficacement, s'ils savent se donner une direction politique responsable, les Comités d'Action ouvriers-étudiants peuvent jouer un rôle considérable dans les luttes politiques qui s'annoncent.

MILITANTS D'AVANT-GARDE, HÂTEZ-VOUS, IL NE RESTE PLUS QUE TRÈS PEU DE TEMPS À PERDRE!

En avant vers un Mouvement National des Comités d'Action !

La Jeunesse Communiste Révolutionnaire

Supplément à l'Avant-Garde Jeunesse  
Direction: Gérard VERBIZIER

---

Je désire prendre contact avec la J.C.R

NOM:  
PRENOM:  
ADRESSE:  
TRAVAIL:

à renvoyer à B.P 39-16 Paris, ou à donner au stand JCR cour de la Sorbonne.

**Voix Ouvrière, de son côté, appelle à poursuivre la grève générale :**

30 Mai 1968

# VOIX OUVRIÈRE

## NON A DE GAULLE

## VIVE LA GREVE GENERALE

Depuis 15 jours, un mouvement gréviste d'une immense ampleur, secoue les assises non seulement du régime gaulliste mais du système capitaliste lui-même.

Parti spontanément à la suite des premiers coups de boutoir portés par les étudiants à l'Etat fort, il s'est étendu comme une trainée de poudre pour arriver à unir en quelques jours dix millions de travailleurs dans la lutte.

Dès la fin de la première semaine, le Président de la République et son premier ministre ont tenté de l'enrayer en même temps que l'agitation étudiante, en proposant quelques miettes sans commune mesure avec l'ampleur du mouvement. Mais les travailleurs conscients de la force qu'ils représentaient ont refusé. Une semaine plus tard le Pouvoir revient avec un ton hautain et menaçant.

Les travailleurs en grève c'est pour le gouvernement le désordre et le chaos, - bien que le droit de grève soit inscrit dans la Constitution.

Pour justifier ses menaces le Président de la République tente de faire croire que dix millions de grévistes sont les jouets d'une minorité d'agitateurs incontrôlés, alors que ces dix millions de travailleurs sont entrés en grève quasi spontanément en moins d'une semaine.

Quand de Gaulle a proposé son plébiscite il n'y avait qu'une seule riposte : le boycott. Les travailleurs en poursuivant leur lutte ont pratiquement boycotté le plébiscite et aujourd'hui de Gaulle est obligé d'y renoncer pour le remettre à plus tard. Aujourd'hui le Président de la République offre aux travailleurs non pas la satisfaction de leurs revendications mais des élections. Et en échange d'un bulletin de vote il demande, plus, il exige sous la menace de la dictature, que les travailleurs abandonnent leur arme la plus précieuse, la plus efficace, celle qui seule peut le faire reculer : LA GREVE.

Les organisations qui se réclament de la classe ouvrière ont, à peine une heure après la déclaration du Président de la République, accepté la compétition électorale, c'est à dire en fait, renoncé à la grève puisque les élections ne peuvent avoir lieu tant que la grève persiste.

Les travailleurs pourront-ils une fois de plus faire reculer le Pouvoir des capitalistes en poursuivant la grève ?

Le gouvernement mise sur leur lassitude et l'attitude des dirigeants des organisations dites ouvrières qui, en renonçant de fait à la grève, rendent le combat des travailleurs plus difficile.

En poursuivant la grève les travailleurs sont dans leur droit. Car le droit qu'ils défendent c'est leur droit de vivre décent et dans la dignité. Et ceux qui ne sont pas dans leur droit ce sont ceux qui prétendent exiger leur travail sans satisfaire ce droit de vivre, et qui par un profond cynisme se croient autorisés à vouloir les remettre au travail à coups de bottes.

Les travailleurs auront-ils la force de continuer la seule lutte qui peut leur donner satisfaction, la seule qui puisse abattre le régime gaulliste et ouvrir la voie qui les portera aux responsabilités de la gestion de la société sur des bases socialistes. C'est une question de détermination.

S'ils savent, s'ils peuvent continuer la lutte, s'ils savent, s'ils peuvent la porter à un niveau plus élevé, en ne se limitant pas à la cessation du travail mais commençant par organiser la vie du pays en remettant en marche l'économie sans les capitalistes et leurs valets, alors oui, ils emporteront la victoire car le régime qu'ils contraindront dans cette lutte sera le leur.

Cela peut paraître une utopie. Mais qui aurait pu dire il y a un mois qu'aujourd'hui tous les travailleurs seraient en grève en même temps. Et pourtant !

En tout cas Nous pouvons être sûrs que si par une surestimation des forces de l'adversaire et une sous-estimation des nôtres nous lâchons notre arme qu'est la grève, ce n'est pas un bulletin de vote qui pourra la remplacer.

Et tôt ou tard nous devons recommencer avec plus de détermination, jusqu'à la victoire totale.

VOIX OUVRIERE  
30 mai 1968

Supplément au n° 28 de VOIX OUVRIERE  
29, rue de Château Landon PARIS X°.

PERMANENCE : Tous les jours  
de 8 à 22 heures.

Des tracts anticommunistes et anti-grève, souvent anonymes, sont jetés dans les rues. La police commence à déloger les piquets de grève.

Tandis que la JCR appelle à “multiplier les organes autonomes du pouvoir populaire”, le **PCF**, entraînant dans son sillage la **CGT**, incite désormais à la **reprise du travail** dans nombre d’entreprises, alors qu’au lendemain du 13 mai, ses militants avaient au contraire poussé à l’extension des grèves.



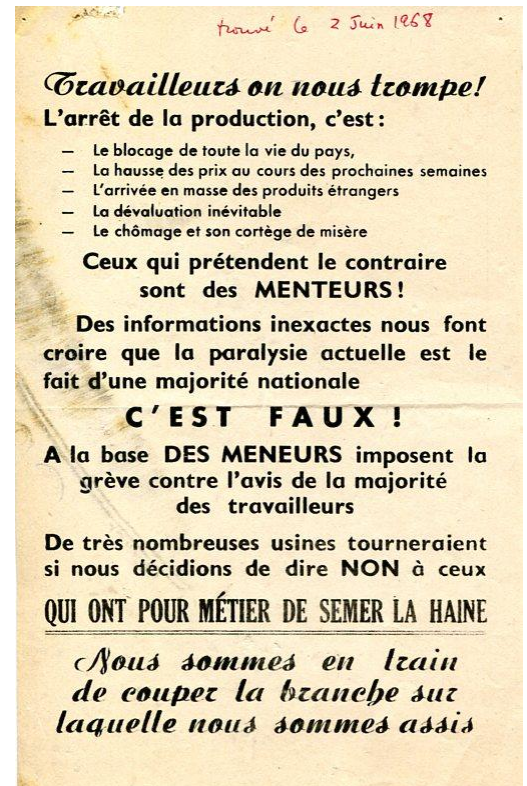
Tract des CDR - juin 1968

Pour la direction du PCF, l’heure est aux élections, car il espère capitaliser électoralement le mécontentement qui s’est exprimé dans la grève générale et renforcer son groupe parlementaire.

C’est ainsi qu’une grève générale cinq fois plus puissante que celle de 1936 est pratiquement bradée pour un **plat de lentilles électoral** : le PC ne gardera que 34 des 73 députés élus en 1967, malgré une campagne très patriotarde et violemment anti-gauchiste.

Quant aux augmentations de salaires, certes substantielles, surtout pour le SMIG (+ 35 %), elles seront en partie reprises par l’inflation. Restera la reconnaissance des **sections syndicales d’entreprises**, qui seront heureusement des points d’appui pour les luttes dans les entreprises.

Quant aux Ordonnances de 1967 sur la Sécurité sociale, principal thème de plusieurs mobilisations intersyndicales, dont la manifestation du 1<sup>er</sup> mai, juste avant la grève générale, elles avaient été curieusement évacuées des discussions de la rue de Grenelle (siège du Ministère du Travail) entre le gouvernement et les syndicats.



Tract de droite anonyme - juin 1968



Affiche du PCF - juin 1968





Affiche du PCF - juin 1968

Face à la droite qui l'accusait d'avoir cherché à prendre le pouvoir par la force, le PCF ne néglige rien pour tenter de se démarquer d'un mouvement qu'il a plus subi que souhaité et se présenter comme un parti d'ordre.

Le 11 juin, les CRS prennent d'assaut l'usine **Peugeot** de Sochaux-Montbéliard : **deux ouvriers, Henri Blanchet et Pierre Beylot, sont tués**. La veille, **un lycéen** de l'UJCML, **Gilles Tautin**, s'est **noyé** dans la Seine après une charge de police aux environs de l'usine **Renault** de Flins. Le 30 juin, un jeune ouvrier communiste, **Marc Lanvin**, est assassiné en fin de campagne électorale par un membre du SAC.

Le 13 juin, **le gouvernement dissout 7 organisations révolutionnaires** (UJCML, JCR, PCI, Voix Ouvrière, 22 mars... et même l'OCI lambertiste qui obtiendra plus tard l'annulation de la mesure en prouvant son absence des barricades !). Le PCF ne proteste pas, on le comprend, les "démocrates" du Parti socialiste SFIO non plus, qui reprennent dans « le Populaire » les calomnies du PCF sur les « gauchistes », qualifiés de « groupes irresponsables », « diviseurs patentés de la gauche », etc.

# Le Populaire

de Paris **DEMOCRATIE 68**

46<sup>e</sup> année — N° 12 496  
JEUDI 13 JUIN 1968  
Le numéro : 0 F. 50  
41, Boulevard de Magenta - PARIS  
206-37-43  
Organe central du  
Parti socialiste S.F.I.O.

## UNE SEULE SOLUTION POUR LA PAIX CIVILE : LA GAUCHE AU POUVOIR

**C**ELA suffit. La violence n'est plus tolérable. Par ses provocations, le Gouvernement gaulliste porte la responsabilité majeure du climat de désordre qui règne dans certains endroits. Mais il n'est pas le seul.

Depuis le discours du 30 mai, les activistes du gaullisme ont reçu l'approbation de de Gaulle. Leur peur passée, ils agissent ouvertement par les comités d'action civique. Secrètement, par les agents provocateurs. Un nouveau mort à Sochaux, des centaines de blessés dans toute la France, tel est le bilan actuel.

Le Conseil des Ministres a décidé la dissolution de certains mouvements. C'est son droit. Mais c'est notre droit d'exiger aussi la dissolution des comités d'action civique. Secrètement, par les agents provocateurs. Un nouveau mort à Sochaux, des centaines de blessés dans toute la France, tel est le bilan actuel.

Mais, répétons-le, le Gouvernement n'est pas seul en cause. Des groupes irresponsables, divers patentes de la gauche, traditionnellement manipulés avec une grande facilité par les polices les plus clandestines, entretiennent une agitation inadmissible. Ils servent objectivement le pouvoir personnel, en lui donnant la vertu d'une dignité qu'il ne mérite à aucun moment. Ils cherchent à exploiter les aspirations souvent vagues et le sens de la solidarité de la jeunesse étudiante, aidés en cela par la complaisance que montrent certains dirigeants de ces milieux, apparemment plus soucieux de suivre les minorités que d'exprimer l'opinion de la majorité. Le verbalisme révolutionnaire et le romantisme des barricades sont mis au service de causes suspectes que ni le mouvement ouvrier, ni le mouvement étudiant ne peuvent tolérer plus longtemps.

Quant au pouvoir, ses airs de malotru ne trompent personne, insiguateur de la plupart des troubles par son action ou par ses interventions, il est déconsidéré aux yeux des honnêtes gens. L'ordre réel, conscient et populaire ne peut venir que d'un Gouvernement de gauche qui, fort de l'appui des masses travailleuses et de la justice de sa politique économique et sociale, pourra répondre aux besoins les plus profonds d'un peuple dégoûté de l'incurie des dirigeants gaullistes.

Que de Gaulle y prenne garde. Son image historique est en train de sombrer dans la ridicule odieuse de la répression sans objet et dans le désaveu de la partie la plus importante de la population, la classe des travailleurs. Pour vouloir à n'importe quel prix conserver le pouvoir, il amène le pas à la cohorte des ambassadeurs stériles, pour qui les nations n'ont jamais été que des instruments de l'orgueil. La France du XX<sup>e</sup> siècle mérite mieux qu'un tel sort. A elle de le dire le 23 juin.

Claude FUZIER

## LE GOUVERNEMENT GAULLISTE PRONONCE LA DISSOLUTION DE PLUSIEURS ORGANISATIONS MAIS OUBLIE LES COMITES D'ACTION CIVIQUE

**La F. G. D. S. :  
REPOUSSEZ LES PROVOCATIONS  
QUI NE FONT  
QUE SERVIR LE POUVOIR**

Le secrétariat général de la F.G.D.S. communique :

Au cours des dernières vingt-quatre heures de nouveaux affrontements ont opposé manifestants et service d'ordre dans la région parisienne et dans celle de Montbéliard. Deux morts et plusieurs blessés, tel est le bilan.

Ces affrontements ont été provoqués par la présence autour d'entreprises en grève de forces de police.

Tout se passe comme si, depuis plusieurs jours, le gouvernement soit par l'intermédiaire des comités dits « d'action civique », soit par la présence directe de forces policières, semblait chercher les incidents capables de créer en pleine période électorale un climat de désordre ou de peur.

En ne facilitant pas la négociation avec les personnels d'entreprises nationales, l'exemple le plus clair étant celui de l'O.R.T.F., et en restant passif devant l'obstruction du patronat de la métallurgie, il prolonge inutilement des grèves justifiées par des revendications légitimes.

La présidence et le secrétariat général de la F.G.D.S. approuvant les initiatives pri-

ses localement par leurs représentants invitent les travailleurs en grève et la population à repousser toutes les provocations d'où qu'elles viennent, qui ne pourraient que servir le pouvoir gaulliste.

Ils demandent instamment le retrait de toutes les forces de police des secteurs toujours en grève, dans lesquels les travailleurs sont seuls qualifiés, par la voie de consultations démocratiques, pour décider de la reprise du travail.

Ils affirment que le Gouvernement, s'il ne renonce pas à l'inadmissible pression sur les travailleurs encore en grève, porterait l'entière et exclusive responsabilité des incidents qui pourraient en résulter.

### OPERATION VERITE O. R. T. F.

Mardi soir, à 15 h, la dernière « opération Joricho » devant être celle des téléopérateurs. Autour de l'ORTF, on se bat pour la liberté de l'information, et où Jean Roussaud avait, la veille, déclaré que « France, le quotidien des ouvriers, aux intellectuels, nous défions le pouvoir gaulliste, nous défions par votre triomphe la vérité et la liberté ».

De l'autre côté, chez le Ministre, on ne publiait qu'un communiqué pour nous savoir que Joricho avait pu s'opérer d'émission de Toulouse. A la Direction, on signalait que depuis le 17 mai on avait vu et entendu 43 syndicalistes, mais sans préciser combien de temps par rapport aux interventions gouvernementales... Et, le hier, une conférence de presse, après avoir reçu l'interviewable du 17 mai.

Suite en page 2

### A NOS ABONNÉS

Depuis plusieurs semaines, l'acheminement du courrier étant interrompu, vous n'avez pas reçu votre journal. Nous savons que vous ne nous en tenez pas rigueur et nous sommes heureux de vous en rétablir aujourd'hui le service.

Nous savons également le prix que — comme nous — vous attachez à la diffusion de notre Populaire. Aussi nous vous l'adressons sous la forme d'un numéro double et vous demandons de bien vouloir le séparer et de donner un des deux exemplaires à un proche, à un voisin, à un sympathisant, en un mot à celui qui pourra être demain un abonné comme vous.

MERCI.

ministre François n'a rien fait de sérieux contre le Pouvoir et se soit efforcé au contraire de maintenir l'action de la C.G.F., dans un cadre revendicatif.

Pour la F.G.D.S., le problème actuel est celui des réformes de structure économiques et sociales devenues indispensables si l'on veut éviter à l'avenir de nouvelles explosions de violence. Il est aussi de les réaliser par les voies légales et non sous la pression de la rue. Pour cela il faut le concours de tous les

Christian PINEAU

Suite en page 2

## LE CHOIX INTOLERABLE

Le centre-droit cherche à se concilier l'extrême-droite tandis que le centre-gauche souhaite voir les communistes participer au Pouvoir.

« Il s'agit de participer », ce qui ne signifie nullement « prendre le pouvoir. C'est là l'équivoque sur laquelle joue le chef de l'Etat pour insinuer l'opinion publique que le centre-gauche n'a pas encore oublié le « coup de Prague ».

La participation des communistes au Pouvoir, c'est le général de Gaulle qui, à la

libération, l'a réalisée le premier. Et c'est Paul Ramadier qui le suspendit en raison de l'obéissance aveugle du P.C.F. aux visées expansionnistes de Staline.

Avec la coexistence pacifique, les accords russo-américains qu'elle comporta, la naissance à l'Est d'éléments de libération. On ne peut prétendre que le danger ait augmenté. Il est significatif à cet égard que, malgré la déliquescence du gouvernement Pompidou et la dépression du chef de l'Etat, le Parti Com-

muniste Français n'a rien fait de sérieux contre le Pouvoir et se soit efforcé au contraire de maintenir l'action de la C.G.F., dans un cadre revendicatif.

Pour la F.G.D.S., le problème actuel est celui des réformes de structure économiques et sociales devenues indispensables si l'on veut éviter à l'avenir de nouvelles explosions de violence. Il est aussi de les réaliser par les voies légales et non sous la pression de la rue. Pour cela il faut le concours de tous les

Christian PINEAU

Suite en page 2

Dans son édition du 14 juin, Action dénonce la collusion du pouvoir avec les anciens tueurs de l'OAS :



## Le Populaire, organe central du Parti socialiste SFIO - 13 juin 1968

En mai-juin 1968, le quotidien le Populaire est réduit à une feuille de chou de 2 pages recto-verso. La SFIO a lourdement payé sa participation à la Guerre d'Algérie et son soutien à de Gaulle en 1958.

Une affiche de l'atelier populaire des Beaux-Arts résume la situation début juin : une ambiance lourde...



Le 13 juin, La Cause du Peuple rend hommage aux deux ouvriers victimes de la répression à Sochaux :



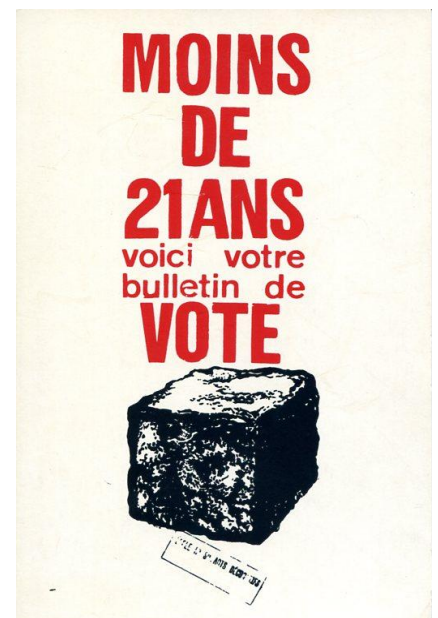
Affiche du PSU - juin 1968

Vous avez dit « Populisme » ?



Une affiche des Beaux-Arts présente une version critique soft de la perspective électorale

...et une autre une version barricades !



# LA REVOLUTION PERMANENTE

Réforme ou révolution ? Tous sont d'accord pour dire qu'il faut des changements. Si notre génération étudiante fait face pour la première fois à ce problème, l'histoire nous rappelle que la situation n'est pas nouvelle. Plusieurs fois déjà, avec la volonté d'améliorer les structures et les rapports sociaux, des hommes ont fait une révolution, amenant certains progrès. Mais le fait même qu'il ait fallu DES révolutions démontre que les résultats de ces changements ont été compromis soit par la somme des égoïsmes individuels, soit par l'apparition de nouvelles revendications et de nouveaux besoins.

Pour transformer durablement la société, suffit-il de bouleverser les structures ? Ne faut-il pas une révolution plus profonde, plus fondamentale ?

"La révolution transforme tout, excepté le cœur humain" (Victor Hugo). L'individu est la clé du problème. "Car c'est du dedans, c'est du cœur des hommes que sortent les mauvaises pensées, les vols, les meurtres, les adultères, l'avarice, la fraude, l'envie, la calomnie, l'orgueil, la déraison." (Jésus-Christ). Aucune philosophie, aucune culture ni institution religieuse ne saurait produire une telle révolution. A quoi servirait-il de se libérer de la société pour se retrouver esclave de soi ? "Si le Fils vous affranchit, vous serez réellement libres". (Jésus-Christ). C'est notre conviction que seule la puissance que donne Jésus-Christ est suffisante.

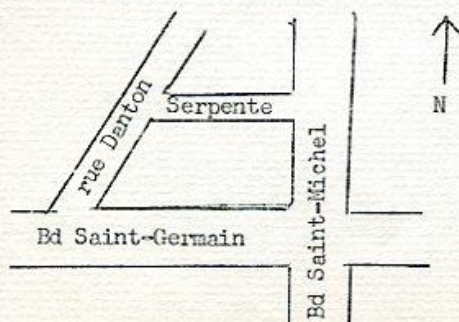
Prenant au sérieux l'incapacité fondamentale de tout homme à faire le bien qu'il veut, le Christ rend possible la maîtrise du passé (par le pardon) et de l'avenir, en créant un homme nouveau, réellement affranchi et désaliéné.

Comment ? Chacun doit

- reconnaître sa faillite morale
- mettre sa confiance en Jésus-Christ, Sauveur vivant et agissant
- enfin renoncer à son autonomie pour recevoir de lui la vraie liberté, qui donne un sens à la vie et rend possible la justice, l'honnêteté, la solidarité, l'amour...

Les premiers chrétiens, en minorité dans une société esclavagiste, créèrent spontanément une communauté de biens, ce qui transforma essentiellement les rapports de maître à esclave, sans pour autant renverser les structures de l'époque.

Ce renouveau n'est-il pas possible dans la société d'aujourd'hui ? Nous avons fait personnellement l'expérience de son efficacité, et nous vous invitons à venir en discuter



tous les soirs (mercredi et dimanche exceptés)  
à partir de 18 h 30 (casse-croûte en commun)  
au  
Groupe Biblique Universitaire de Paris  
21, rue Serpente (6e)

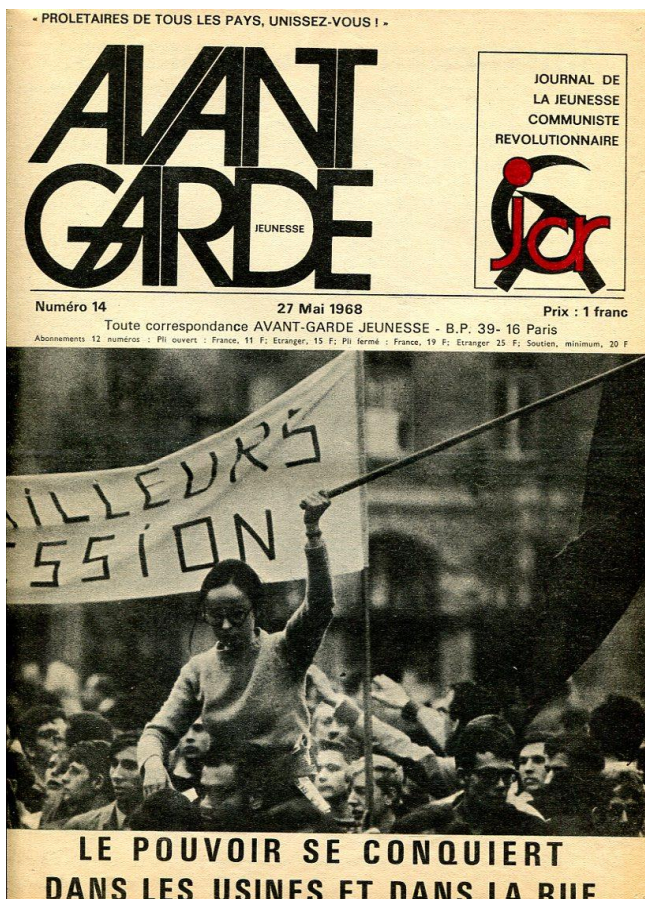
Léon Trotsky récupéré par le GBU ?

## L'après-mai

Plusieurs militants révolutionnaires sont inquiétés. Arrêté le 10 juillet, Alain Krivine est incarcéré à la prison de la Santé pendant quelques semaines, puis envoyé au 150<sup>e</sup> régiment d'infanterie de Verdun où l'on pensait l'écartier ainsi du militantisme... Cela ne l'empêchera pas d'être le candidat de la Ligue communiste à la présidence de la République en juin 1969, après la démission de de Gaulle !



Les groupes dissous se maintiennent plus ou moins clandestinement. Le journal **La Cause du Peuple**, qui n'était pas l'organe officiel d'un groupe, continue de paraître. D'autres réapparaissent un peu plus tard sous d'autres noms, comme Voix Ouvrière qui devient **Lutte Ouvrière**, ou le journal de la JCR, Avant-Garde jeunesse qui devient « **La Nouvelle Avant-Garde** » en gardant pratiquement la même présentation.



Avant la dissolution...



...et après !

Mais ce titre ne durera pas, car dès le 18 septembre 1968, sort un nouveau journal, **Rouge**, d'abord quinzomadaire puis très vite hebdomadaire. En effet, en quelques semaines, le PCI et la JCR ont triplé leurs effectifs (passant de 350 à 1000 !). A Pâques 1969, ils fusionnent à l'occasion d'un congrès clandestin tenu à Mannheim (RFA) dans la **Ligue Communiste, section française de la IVe Internationale**.

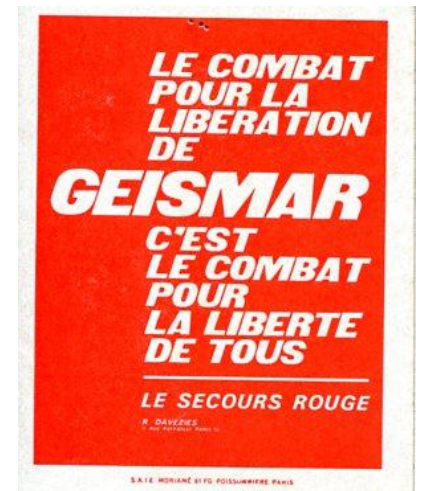


Affiche ambitieuse de la Ligue communiste (1970)

L'ex-UJCML se décompose rapidement. Une partie de l'équipe dirigeante forme la "**Gauche Prolétarienne**" (GP), la formation mao-populiste (à l'époque on disait « mao-spontex ») dont **Geismar** prend la direction jusqu'à sa dissolution en 1970. La GP, qui n'était pas un modèle de démocratie interne, a pu se donner à bon compte des airs libertaires en s'attaquant souvent physiquement aux "petits chefs" dans les usines. Après l'assassinat de son militant **Pierre Overney** par le vigile Tramoni à Renault-Billancourt le 25 février 1972, elle hésite à prendre le tournant du terrorisme, y renonce in extremis et finit par s'auto-dissoudre.

Le 4 mars, un cortège unitaire impressionnant de 200 000 personnes, appelé par l'ensemble des organisations d'extrême-gauche, rend un dernier hommage à Pierre Overney de la place de la République au cimetière du Père-Lachaise.

Un autre groupe issu de l'UJCML, **Vive la Révolution** (VLR), qualifié par certains de « mao-libertaire », animé entre autres par l'architecte Roland Castro et le militant homosexuel Guy Hocquenghem, s'ouvre progressivement à des questions sociétales souvent ignorées par les groupes révolutionnaires. Mais leur journal, « **Tout** », sous-titré « **Ce que nous voulons : tout !** » ne paraît que de septembre 1970 à l'été 1971, et VLR disparaît avec lui.

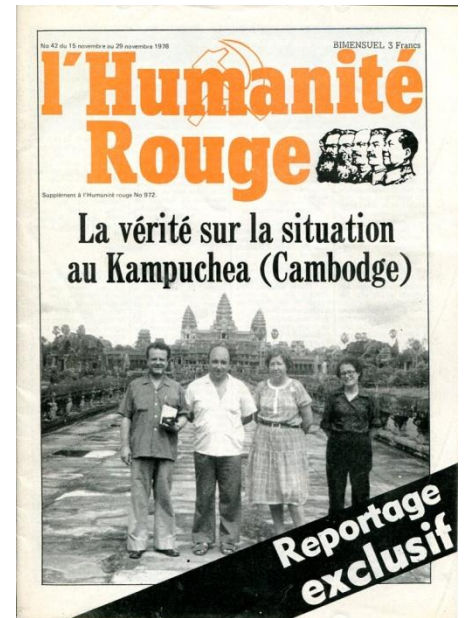


En octobre 1970, Alain Geismar est condamné à 18 mois de prison pour reconstitution de ligue dissoute. Par la suite, il rejoindra le Parti socialiste.



Quant au **PCMLF**, désormais rebaptisé **PCML**, il survit en épousant tous les méandres de la politique extérieure chinoise (rapprochement avec les États-Unis en 1972, dénonciation du “social-impérialisme” soviétique), ce qui amènera ses militants à soutenir la Défense nationale en France au nom de la lutte contre le bloc de l’Est...

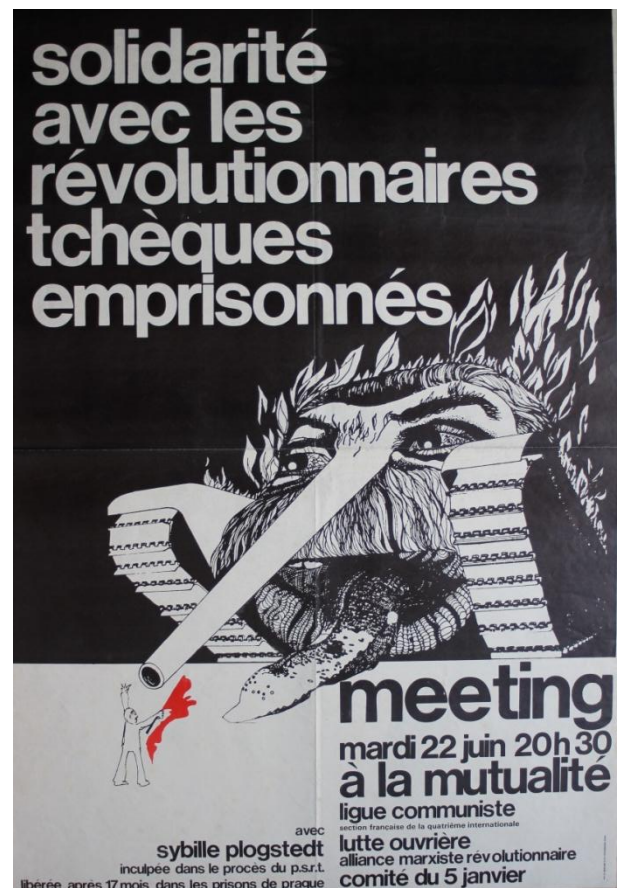
Après la **mort de Mao en 1976**, il se donne lui-même le coup de grâce par son soutien appuyé à la dictature sanguinaire de **Pol Pot** au Cambodge. Leur journal, **l’Humanité rouge**, qui a succédé à **l’Humanité nouvelle**, publiée en novembre 1978, en pleine terreur, un reportage effarant et dithyrambique sur ce régime.



L’Humanité rouge - novembre 1978 (sans commentaire...)

N’ayant aucune réflexion sur les systèmes bureaucratiques, n’ayant que les citations de Mao contenues dans le “Petit Livre Rouge” pour toute analyse, les “Maos” étaient mal placés, à l’inverse des trotskystes, pour soutenir les **luttés démocratiques dans les pays de l’Est**, en particulier en **Tchécoslovaquie** au lendemain de l’écrasement du “printemps de Prague”.

L’affiche de 1971 ci-contre illustre l’absence des « Maos » dans ce combat : le meeting de la Mutualité n’est appelé que par trois organisations trotskystes, la **Ligue communiste**, **Lutte ouvrière** et **l’Alliance Marxiste Révolutionnaire** (liée à la TMRI).



On ne retrouve pas non plus les Maos dans la plupart des **luttons antimilitaristes**, pour la défense des soldats emprisonnés (c'est le début des Comités de Soldats), ni dans la campagne contre le tortionnaire **Massu**. En revanche on y retrouve des organisations trotskystes et libertaires, pour lesquelles l'antimilitarisme est une tradition, qu'il soit pacifiste ou révolutionnaire.



**Affiche de la campagne contre Massu  
1971**

Massu venait de publier un livre dans lequel il justifiait l'usage de la « gégène », assurant l'avoir d'abord expérimentée sur lui-même...



En décembre 1970, le Secours Rouge, fondé six mois plus tôt sous l'égide de Jean-Paul Sartre pour défendre les militants emprisonnés, est encore une structure unitaire, ici pour exiger la vie sauve pour six militants basques anti-franquistes. Mais il sera très vite instrumentalisé par les maos de l'ex-gauche prolétarienne dissoute et perdra son caractère unitaire.

C'est pour avoir collé tout-à-fait légalement cette affiche que j'ai fait deux heures de garde à vue au commissariat du 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris et que j'ai été indûment fiché par les RG comme militant « maoïste »... A qui se fier ?



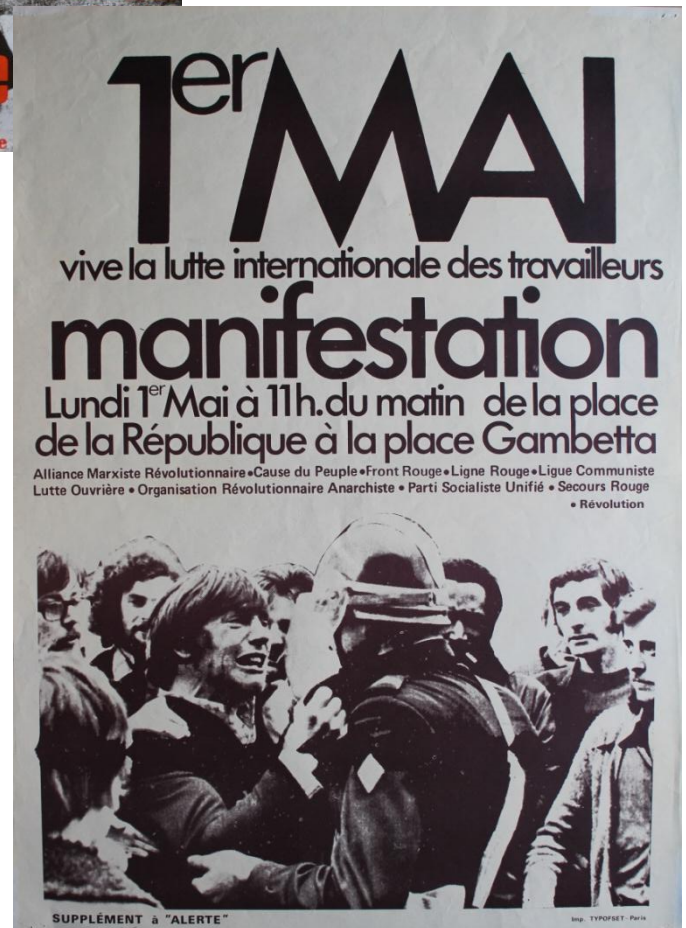
Dès 1971, ce sont désormais les groupes trotskystes et le PSU qui donnent le ton à gauche de la gauche, menant souvent seuls des **campagnes anti-colonialistes** (contre la domination française en Afrique et dans les DOM-TOM), ou **anti-impérialistes** (contre la guerre américaine en Indochine), notamment dans le cadre du **Front Solidarité Indochine** initié par la Ligue communiste.



Le rapprochement entre la Ligue communiste et Lutte ouvrière (LO), initié fin 1970, se matérialise entre autres par la célébration commune du centenaire de la Commune de Paris. LO fut ainsi associée à l'organisation de la grande manifestation des sections européennes de la Quatrième internationale, le 16 mai 1971, depuis le quartier populaire de Belleville jusqu'au mur des Fédérés, là où les derniers Communards avaient été fusillés, dans le cimetière du Père-Lachaise. Ce fut aussi l'occasion pour Ernest Mandel, économiste marxiste reconnu et secrétaire de la Quatrième Internationale, interdit de séjour en France par le ministre de l'Intérieur Raymond Marcellin, de s'adresser avec son enthousiasme habituel aux milliers de militants rassemblés, au nez et à la barbe des pandores.



Un an plus tard, pour le 1<sup>er</sup> mai 1972, une affiche un peu spéciale appelait à la manifestation unitaire des révolutionnaires (le matin, avant celle des syndicats l'après-midi). Elle reprenait une photo devenue célèbre, celle d'un jeune ouvrier de l'usine « Le Joint français » de Saint-Brieuc, prenant au collet un de ses anciens camarades devenu CRS. Ce dernier était venu réprimer cette grève exceptionnelle par sa longueur (près de trois mois, du 15 février au 8 mai, l'occupation ayant commencé le 10 mars).





Si la lutte pour la fin de la guerre américaine au Vietnam mobilisa - avec succès - beaucoup d'énergie de par le monde, de 1964 jusqu'à la victoire du FNL et au retrait définitif des troupes d'occupation US en 1975, un nouveau front s'ouvrit le 11 septembre 1973 avec le coup d'Etat militaire de Pinochet au Chili.

En effet, en difficulté en Indochine, les Etats-Unis ne supportaient pas que leur influence soit contestée dans leur « arrière-cour », l'Amérique latine, où ils avaient l'habitude, depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle, de renverser les gouvernements qui leur déplaisaient par des interventions armées directes. Au Chili, ils n'eurent pas besoin de le faire. La CIA, utilisant les services de l'appareil militaire local, planifia le renversement du président socialiste légalement élu, Salvador Allende. Ce dernier s'était certes attaqué aux intérêts américains en nationalisant les mines de cuivre (le « salaire » du Chili) et les banques, mais il se plaçait seulement dans une perspective de réformes sociales, pas de révolution. Dans les jours qui suivirent le coup d'Etat, une répression féroce s'engagea contre tous les partis de gauche et d'extrême-gauche, et des milliers de militant-e-s furent torturé-e-s et même froidement assassiné-e-s. Beaucoup de ceux qui eurent la chance d'échapper à la terreur du régime fasciste de Pinochet cherchèrent un refuge en Europe, entre autres en France. L'impérialisme américain était reparti à l'offensive...



## Les Cahiers du CESA / Numéros parus :

N° 1 : *Féminisme et syndicalisme - Les archives d'Yvonne Dufour et du groupe féministe de l'enseignement laïque de Maine-et-Loire (1923-1933)*, octobre 2011, 20 pages.

N° 2 : *Des Pétoleuses aux Danaïdes, aspects du mouvement féministe à Angers (1974-1987)*, novembre 2011, 40 pages.

N° 3 : Maurice POPEREN, *Le mouvement ouvrier angevin (1914-1948)* mars 2012, 52 pages.

N° 4 : *Le Parti ouvrier internationaliste en Anjou, fragments d'histoire du mouvement trotskyste en Maine-et-Loire (1936-1939)* mars 2013, 28 pages.

N° 5 : *L'ennemi intérieur, Les inscrits au Carnet B en Maine-et-Loire dans les années 30*, avril 2013, 24 pages.

N° 6 : *Des Espagnols rouges à Angers en 1934, entre xénophobie officielle et solidarité ouvrière*, janvier 2014, 20 pages.

N° 7 : *Le « travail femmes » de la Ligue communiste (1969-1973). L'activité féministe de la section française de la Quatrième Internationale*, octobre 2014, 44 pages.

N° 8 : *Le groupe angevin de l'Union Française pour le Suffrage des Femmes à travers les Archives de Cécile Brunschvicg (1914-1935)*, novembre 2014, 24 pages.

N° 9 : *Aux origines du Parti communiste en Anjou - 1 (1914-1918) Des syndicalistes révolutionnaires et des socialistes tentent de résister à la vague nationaliste et à la répression d'Etat*, avril 2018, 44 pages.



Une affiche de la Ligue communiste (1969), hélas toujours d'actualité !

Site internet : <http://cesa49.free.fr>

Contact : [cesa49@orange.fr](mailto:cesa49@orange.fr)